

À l'occasion de l'Aïd El Kebir, le collectif de la Dépêche de Kabylie présente ses meilleurs vœux à ses lecteurs et annonceurs ainsi qu'à l'ensemble du peuple algérien et informe que le journal ne paraîtra pas les dimanche 11 et lundi 12 août 2019.



MO BÉJAÏA
L'ÉQUIPE EST RENTRÉE
AVANT-HIER DE SON STAGE TUNISIEN

Akli Adrar, pressé par les joueurs qui réclament leur dû, annonce sa démission

Page 24.

MANIFESTATIONS CONTRE LE SYSTÈME

25E VENDREDI DE MARCHES POPULAIRES

Page 2.



AGHRIBS
DES PROTESTATAIRES
BLOQUENT LA ROUTE
D'AZEFFOUN

Le calvaire des estivants

Page 7.

AÏD EL-ADHA
PRIX EN HAUSSE
ET POUVOIR D'ACHAT
EN BAISSÉ

Cher le sacrifice !

Pages 4, 5 et 8.







FEUX DE FORÊT
LES INCENDIES SE MULTIPLIENT



La Gendarmerie enquête à Bouira

Page 6.

La Météo du Jour

Alger	Tizi-Ouzou	Bouira	Béjaïa
			
Max: 33 Min : 22	Max : 38 Min : 23	Max : 42 Min : 24	Max : 36 Min : 23

MO BÉJAÏA Alors que le stage de Tunis s’est achevé avant-hier

Akli Adrar annonce sa démission

Les Crabes ont regagné le pays, avant-hier matin, après treize jours de stage bloqué passés à Aïn Drahem, en Tunisie.

Un stage qui a été couronné par cinq matchs amicaux dont le dernier s’est joué mercredi matin contre l’ASAM et s’est soldé par une belle victoire des Crabes sur le score de 2 à 0. Ce match a été très bénéfique pour le coach et les joueurs qui se sont donnés à fond tout au long du stage en profitant au maximum du temps de jeu donné par le coach pour taper à l’œil de ce dernier et gagner certains points pour une éventuelle convocation lors du premier match du championnat



de Ligue 2 Mobilis contre l’ASK, programmé pour le 24 août prochain à El-Khroub. Sur les cinq

matchs joués en Tunisie, les Crabes ont gagné quatre respectivement contre l’équipe libyenne

d’Ahly Benghazi (2 - 1), contre la formation tunisienne de l’ES Khmiriène Aïn Drahem (D4) par 7 à 0, contre l’ASO Chlef (2 - 0) et l’ASAM (2 - 0) et ont perdu un seul match contre l’US Biskra (2 - 1). Un bilan très positif même si ce sont que des matchs amicaux et les résultats importent peu. Le plus important dans ce stage bloqué est le volet cohésion qui s’est amélioré de jour en jour malgré le recrutement de pas moins de treize nouveaux joueurs, et le coach qui s’est étalé sur ce point a réussi son pari avec l’aide bien sûr des camarades de Bouledieb qui lui ont facilité la tâche en se concentrant sur le travail. Sur un autre volet, la délégation béjaouie est arrivée à Béjaïa jeudi matin et les joueurs ont rejoint directement leurs familles pour y passer la fête de l’Aïd et la reprise est programmée pour mardi à 19h au stade de l’Unité maghrébine. Concernant la direction, le nouveau président Akli Adrar, sous l’effet sûrement de la

colère, a déclaré qu’il démissionnera de son poste car il se sentait esoulé et personne ne l’a aidé dans son travail. En plus de la charge du travail, le manque d’argent a favorisé cette réaction inattendue, surtout que les joueurs, dès leur retour, ont demandé leur dû. Cette décision de jeter l’éponge est une manière de faire du bruit après la déclaration du président du CSA de ne verser que 60% de la subvention au compte de la société et laisser les 40% pour la gestion des jeunes catégories, chose qui n’a pas plu au président Adrar, surtout que le club est dans le besoin, financièrement parlant. Dans le camp des supporters, l’on espère que cette démission a été décidée sous l’effet de la colère et que dans les heures qui viennent, tout rentrera dans l’ordre et l’équipe retrouvera la sérénité souhaitée pour continuer le travail déjà commencé.

Z. H.

Dialogue national

Le panel tient à ses revendications

Le coordinateur de l'Instance nationale du Dialogue et de la médiation, Karim Younes, a assuré, avant-hier à Alger, que le dialogue demeurerait "le moyen le plus sûr" pour aboutir à une solution consensuelle à la crise politique. "La crise politique que traverse le pays, depuis la fin du quatrième mandat de l'ex-président de la République, a érigé le dialogue en un moyen le plus sûr pour aboutir à une solution consensuelle permettant une sortie de l'impasse", a précisé M. Younes lors d'une conférence de presse, réaffirmant que les membres de son instance "n'ont aucune qualité représentative du citoyen ni du pouvoir et n'est, de ce fait, le porte-parole d'aucun parti, ni instance ou association, elle n'est pas représentative du Hirak non plus". L'instance partage pourtant "les mêmes revendications du mouvement populaire relatives aux droits et libertés individuelles et collectives, ainsi qu'aux garanties d'organiser une Présidence intègre", a-t-il souligné. Plus explicite, le même responsable a fait savoir que "la mission de cette instance est limitée à la médiation entre les acteurs politiques dans le but de mener un dialogue "permettant l'élaboration d'une feuille de route consensuelle pour une sortie de crise". Pour ce faire, a-t-il poursuivi, "l'instance préconise la tenue d'une conférence nationale dont la mission est de convoquer une commission en charge de préparer, d'organiser et de contrôler la Présidence". Elle se chargera également "d'élaborer une feuille de route pour la prochaine période présidentielle qui ne saura être qu'une autre période de transition durant laquelle se fera une profonde révision de la Constitution". La rencontre de l'instance avec le chef de l'État, Abdelkader Bensalah -sur demande de ce dernier- a permis "la mise au point du processus envisagé, la demande de mesures d'apaisement et l'impératif changement de l'actuel Gouvernement", a tenu à préciser M. Younes, affirmant que son instance "continuera à revendiquer ces mesures qu'il incombe à l'Etat seul de prendre". L'instance est certes "optimiste quant à la satisfaction des mesures d'apaisement", mais "elle ne se permettra pas de se substituer à l'Etat ou à la justice", a-t-il encore poursuivi. Exprimant son respect quant au "refus de certaines personnalités de rejoindre l'Instance", M. Younes a précisé qu'un bon nombre d'autres personnalités l'ont rejoint", ajoutant que le panel a été destinataire de plusieurs demandes d'adhésion de la part d'autres personnalités. Il a annoncé, à ce propos, "la création prochaine des groupes de travail et de réflexion dans des domaines précis", dont le comité des sages, composé de personnalités historiques et de compétences, qui "sera dévoilé prochainement". Younes a également affirmé que le comité a un besoin urgent de soutien clair et honnête de la part de la classe politique et des acteurs de la citoyenneté en vue de garantir "la continuité du changement pacifique du système de gouvernance", ajoutant que le panel ambitionnait "d'assurer la réunion et de réaliser le consensus autour d'une élection présidentielle avec toutes les garanties de transparence et d'honnêteté". En réponse aux questions des journalistes sur le rejet de ce panel par certaines parties, M. Younes a indiqué que "les étudiants et la rue sont libres d'exprimer leurs vues", ajoutant que ledit panel avait été contacté par certaines organisations estudiantines et des représentants du Hirak populaire. Il a en outre précisé que le panel "ne dispose pas de prérogatives de fixation de la date de la prochaine élection présidentielle, mais prendra note de toutes les propositions et points de vues de l'ensemble des partenaires politiques et des acteurs de la société civile". Les membres de ce panel, à l'instar de la juriste en droit constitutionnel, Fatiha Benabou, ont exprimé, à cette occasion, leur refus de "l'option de la constituante (Assemblée constituante) au vu de ses répercussions négatives", affirmant que la situation en Algérie "est entièrement différente" de ce qu'ont connu certains pays ayant fait recours à cette option.

MANIFESTATIONS CONTRE LE SYSTÈME

25e vendredi de marches populaires

Béjaïa, acte 25 !

Hier, 25e vendredi de mobilisation populaire contre le système, les principales rues du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa étaient noires de monde, malgré un soleil de plomb.

Dans un cortège coloré, des dizaines de milliers de Béjaouis sont descendus dans la rue pour manifester leur rejet du régime en place. La foule a, encore une fois, réitéré ses exigences, tout en scandant des slogans hostiles aux tenants du pouvoir. Les manifestants ont marché, comme à l'accoutumée, dans le calme pour dire aux décideurs : «Partez tous». Lors de leur défilé hebdomadaire, les manifestants ont fait montre d'une ferme détermination à se faire entendre quitte à occuper la



rue indéfiniment. «Nous n'allons pas s'arrêter au beau milieu du chemin ; nous savons que notre marche vers un changement radical et profond du système ne sera pas de tout repos, mais notre lutte continuera jusqu'à la chute du régime en place, et ce malgré toutes les manœuvres et une météo peu clémente», souligne Mohand, un manifestant. À

travers la démonstration d'hier, la population a tenu à réaffirmer son rejet de toutes les figures qui incarnent le pouvoir. Agitant des drapeaux national et amazigh, la foule s'est encore exprimée à travers des banderoles et des pancartes portées à bras-le-corps. «Halte à la dictature et à l'arbitraire», «Le peuple dit système dégage», «La liberté s'ar-

rache et ne se donne pas», «Le panel de Karim Younes n'est qu'un chant de cigale», «État civil et non militaire», «Libérez tous les détenus d'opinion», «Pas d'élection avec la bande», «Le peuple s'implique pour une 2e République», «Appliquez les articles 7 et 8», étaient autant de messages que tenaient à faire passer les manifestants à travers les pancartes et les banderoles déployées. «Nous sommes là pour un 25e vendredi consécutif. Nous marcherons encore et encore jusqu'à la victoire. Notre seul mot d'ordre est le changement radical du système», soutient un autre manifestant. Comme lors des précédentes marches hebdomadaires, celle d'hier a été imposante, bruyante, par moment, et colorée dans une ambiance joyeuse. Jeunes, moins jeunes, adolescents, adultes, femmes, vieux et vieilles ont tous battu le pavé, ensemble, pour dire aux symboles du régime : «Partez tous et laissez le peuple construire l'Algérie de demain». Une manifestation similaire a été organisée dans les rues d'Akbou, deuxième plus importante commune de la wilaya de Béjaïa.

Dalil S.

Tizi Ouzou

La libération des détenus d'opinion mise en avant

Le 25e vendredi de marches à Tizi Ouzou a été l'occasion pour des milliers de manifestants, qui ont arpenté les rues de la ville, de vilipender le panel et le dialogue tel que prôné. Les marcheurs ont également demandé la libération de tous les détenus d'opinion. La marche s'est ébranlée comme d'habitude depuis le portail du campus de Hasnaoua, avec des slogans scandés ou brandis sur pancartes contre le système et appelant à l'union pour mener à bon port la «Révolution» entamée le 22 février dernier. «Dawla madania, macthi âaskaria», «Pour une Algérie nouvelle !», «Nous voulons une véritable démocratie !», «Ulac l'vote» ou encore «RND dissolution !», «FLN au musée», scandaient les marcheurs.

Personne n'aura été épargné : ni Bensalah, ni Bedoui, ni le chef d'Etat major. S'agissant du dialogue et du panel conduit par Karim Younes, les manifestants ont été catégoriques et refusent tout dialogue guidé par le pouvoir : «Non au panel supplétif», «Le peuple ne négocie pas, il exige votre retrait», «Non au dialogue grabataire, laissez la jeunesse décider de son avenir» mais aussi «Karim Younes dégage». D'autres slogans ont qualifié le système de «cancérigène et de maladie chronique». Les manifestants n'ont pas non plus manqué d'appeler à la libération de tous les détenus d'opinion, dont Bouragaa. Les manifestants se sont par ailleurs adressés à une «certaine» presse, criant : «La presse de la honte». A noter que plusieurs

membres représentants de médias ont été priés d'aller voir ailleurs. Les marcheurs se sont ensuite dispersés dans le calme après s'être rassemblés au niveau de la place de la Bougie, point d'aboutissement de la procession, promettant de revenir «jusqu'au départ du pouvoir et du système». À signaler également que les habitants de la ville des genets n'ont pas failli à leur habitude hebdomadaire, en offrant de l'eau fraîche aux marcheurs tout le long de l'itinéraire. Des jeunes se sont, eux, attelés à ramasser les déchets et autres bouteilles vides et à nettoyer l'artère principale de la ville après le passage du dernier carré de marcheurs.

Hocine T.

Bouira

«Pour un véritable dialogue !»

La grande vague de chaleur qui traverse la région ces derniers jours n'a pas empêché les citoyens de Bouira de sortir, hier encore, dans la rue pour la 25e marche du Hirak. Des milliers de citoyens ont battu le pavé dans la ville de Bouira pour réclamer encore une fois un véritable changement démocratique et le départ de l'ensemble des figures du régime du Président déchu. Les manifestants, munis de banderoles et des drapeaux amazigh et algérien, ont aussi soulevé des revendications pour la dissolution des partis de l'ancienne alliance présidentielle et la dissolution de l'ensemble des institutions élues dans le cadre de l'ancien régime. La revendication pour le départ du Président par intérim, Abdelkader Bensaleh, et du gouvernement de Bedoui, était aussi sur toutes les lèvres. Tout en rejetant la démarche de dialogue proposée par le panel de Karim Younes, les marcheurs ont aussi appelé le chef de l'État-major de l'armée à proposer une feuille de route politique de transition

et de garantir le respect des droits démocratiques fondamentaux : «Nous voulons un véritable dialogue avec les décideurs. Nous ne voulons pas d'une autre pièce théâtrale, comme le pouvoir a toujours sur réaliser...», clamait la foule. La marche qui s'est ébranlée de la place du centre-ville pour traverser la majorité des avenues et des rues du chef-lieu de wilaya. Les marcheurs ont scandé des slogans appelant les Algériens à maintenir la pression et à ne pas s'inscrire dans les initiatives

du régime politique en place. Comme ils ont appelé à la libération de l'ensemble des détenus d'opinion, à leur tête le commandant de l'ALN, Lakhdar Bouregaa. «État civil et non militaire», «Libérez les détenus... Libérez l'Algérien», «FLN, RND dégagez», «Ulac l'vot ulac», étaient parmi les slogans répétés par les manifestants. A noter qu'avant de se disperser dans le calme, les marcheurs se sont rassemblés au niveau de l'esplanade de la maison de la culture.

Oussama Khitouché

GAÏD SALAH maintient le cap prioritaire de la présidentielle

L'ANP reste immuable dans ses positions inhérentes au cadre constitutionnel pour résoudre la crise que traverse l'Algérie.

«Attachés au cadre constitutionnel»



C'est ce qu'a rappelé, avant-hier à Blida, le chef d'État-major, Ahmed Gaïd Salah : «Je voudrais rappeler les positions que nous avons affichées clairement et à plusieurs occasions, (...) la nécessité de rester attachés au cadre constitutionnel pour résoudre les problématiques de la phase actuelle». Gaïd Salah considère cela comme étant «la garantie fondamentale, voire l'unique garantie pour préserver l'État et ses institutions et éviter de tomber dans l'écueil du vide constitutionnel et de glisser dans des conséquences désastreuses». «Cette détermination émane essentiellement de nos convictions bien ancrées en ce principe précieux dont nous ne dévierons jamais», a-t-il insisté devant les cadres militaires. Pour le chef d'État-major, «l'Algérie, (...) n'est pas un jouet entre les mains

des aventuriers. Et nous nous attendons, au sein de l'Armée Nationale Populaire, en permanence et avec une grande vigilance, à la défendre et la préserver, et restons aux aguets face à quiconque qui tenterait de porter atteinte à sa stabilité, sa sécurité, sa réputation et sa renommée». Revenant, encore une fois, sur le dialogue, le chef des armées insiste sur «la nécessité d'adopter la voie du dialogue, qui constitue la meilleure issue pour faire converger les points de vue et mener le pays vers

un havre de paix». Le général-major requiert que «ce dialogue soit mené dans un climat empreint de bonne intention, de sincérité et d'honnêteté, conduit par des personnalités nationales sincères, crédibles et compétentes, qui croient réellement en le dialogue et œuvrent à le faire réussir», afin «d'offrir les solutions appropriées et de créer les conditions idoines pour se diriger vers la présidentielle et l'organiser le plus tôt possible». À ce sujet, le chef de l'ANP encense le Panel et dit valoriser

ses efforts : «Nous valorisons, au sein de l'Armée Nationale Populaire, les efforts de l'instance nationale de médiation et de dialogue dans sa noble mission et encourageons ses initiatives visant à accélérer la tenue des phases du dialogue et la prise de toutes les mesures menant à la concrétisation de l'objectif escompté». Considérant, par ailleurs, que toutes les revendications soulevées par le peuple algérien ont été réalisées : «Nous soulignons que l'Armée Nationale Populaire, qui

a accompagné depuis le début les revendications du peuple algérien, exprimées à travers les marches pacifiques, considère aujourd'hui que les revendications fondamentales ont été entièrement réalisées, et ne reste plus que l'étape des élections présidentielles et la prise des mesures y afférentes qui sont nécessaires à leur réussite». Pour Gaïd Salah, l'acharnement à rejeter les initiatives présentées et résultats obtenus sont le fait de «certains groupes infimes ayant un lien avec la bande», appelant à cet effet les médias à ne pas succomber aux tromperies des ennemis de la nation, mais de contribuer de manière constructive, efficace et positive dans ce noble processus national décisif pour la vie de la nation et de ne pas céder aux desseins douteux». Encore une fois, Ahmed Gaïd Salah parle de la justice à laquelle il réitère l'engagement de l'ANP à «l'accompagner, la soutenir et l'encourager, en lui fournissant toutes les garanties et l'assister pour s'acquitter de ses missions dans les meilleures conditions, loin de toute forme de pression, et rouvrir tous les dossiers lourds, y compris ceux qui étaient délibérément jetés aux oubliettes au fond des tiroirs», a-t-il souligné.

M. A. T.

Tribunal de Sidi M'hamed

Benhamadi, du Groupe Condor, placé en détention provisoire



Le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a ordonné le placement en détention provisoire du gérant du Groupe Condor, Abderrahmane Benhamadi, et de 11 autres prévenus, a indiqué jeudi un communiqué du Procureur de la République près la Cour d'Alger. "Suite à l'enquête préliminaire diligentée par la section de recherches de la Gendarmerie nationale (GN) d'Alger, sur instructions du procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, 35 personnes ont été présentées le 07 août 2019 pour des faits à caractère pénal devant le procureur de la même juridiction", a précisé le communiqué. "Après avoir été entendues sur les faits qui leur sont imputés, le procureur de la République a transmis le dossier de l'affaire au juge d'instruction près la même juridiction qui a mis en accusation quarante (40) personnes physiques et six (06) personnes morales

pour des crimes liés au "blanchiment d'argent et transfert de biens obtenus par des faits de corruption à l'effet d'en dissimuler la source illicite dans le cadre d'un groupe criminel, dilapidation et utilisation de fonds de banque, incitation d'agents publics à exploiter leur influence effective et supposée dans le but de bénéficier d'indus privilégiés". Et pour les délits de "financement occulte des partis politiques, bénéfice du pouvoir et de l'influence des agents de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises et des institutions publiques de droit public, des entreprises publiques-économiques, des entreprises publiques à caractère industriel et commercial lors de la passation des contrats, des marchés et d'avenants à l'effet d'augmenter les prix ou de modifier, en leur faveur, la qualité des produits et des services et de l'approvisionnement". Il s'agit également des délits d'"abus de fonction délibéré à l'effet d'octroi d'indus avantages à autrui en violation des dispositions légales et réglementaires, de passation de contrats en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en vue d'accorder d'indus privilégiés à autrui et de dilapidation de deniers publics". Les personnes poursuivies pour des faits à caractère pénal sont: Benhamadi Abderrahmane (homme d'affaires, gérant et actionnaire dans le Groupe Condor), quatre (4) membres de sa famille, le directeur général de la société Travocovia relevant du Groupe, trente-quatre (34) cadres et fonctionnaires relevant des secteurs de la poste, des télécommunications et des Technologies de l'information et de la communication, de la santé et de la réforme

hospitalière, des transports, des finances et de la Banque extérieure d'Algérie (BEA). "Ont été inculpées six (6) personnes morales représentant des sociétés commerciales appartenant à des membres de la famille de Benhamadi", ajoute le communiqué. Notifié du dossier de l'instance et après avoir entendu les prévenus lors de la première comparution, le juge d'instruction a ordonné le placement en détention provisoire de douze (12) prévenus dont Benhamadi Abderrahmane (gérant et actionnaire dans le groupe Condor), de ses 02 frères, du directeur général de la société Travocovia, 03 cadres à Mobilis, 02 cadres à la direction de la santé et de la réforme hospitalière, l'ex directeur des domaines de l'Etat d'Alger, du chef d'inspection des impôts de Chéraga, le

directeur d'une agence de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) ainsi que le chargé des opérations financières lors de la campagne électorale de l'ex président de la République. Le juge d'instruction a également ordonné le placement sous contrôle judiciaire des 20 autres prévenus. Il s'agit des deux frères de l'accusé principal en sus de 18 cadres et fonctionnaires dans les secteurs mentionnés. Un cadre et deux fonctionnaires ont été mis en liberté. Quant aux personnes restantes et eu égard à leurs fonctions au moment des faits, le volet de leur dossier a été transmis au Procureur général près la cour d'Alger pour prendre les mesures nécessaires à leur rencontre.

Mouvement dans les Cours de justice

Le procureur général de Tizi-Ouzou Laazizi, muté à Bouira

Le chef de l'État, Abdelkader Bensalah, a procédé, avant-hier, à un large mouvement dans le corps des magistrats, qui a touché les présidents de Cours et les procureurs généraux. Ainsi, pour la Cour de Tizi-Ouzou, Bensalah a désigné Smaïl Kari en qualité de président de cette institution judiciaire. Brahim El Agoune est désigné à la Cour de Bouira. Et Moncef Chalabi à la Cour de Boumerdès. Dans le corps des procureurs généraux, l'immuable Mohamed Tayeb Laazizi, qui fut à la tête du parquet général de Tizi-Ouzou durant 20 ans, a été muté vers la Cour de Bouira. Il est remplacé par l'ancien procureur d'Azazga du début des années 2000, Abdelkader Amrouche. Entre temps, ce dernier a été nommé au parquet de Koléa (Tipaza) d'où il fut muté vers le parquet près le tribunal de Blida en 2008, avant d'atterrir donc à nouveau dans la wilaya de Tizi-Ouzou, cette fois comme procureur général. Allache Mouloud est lui nommé Procureur général de la Cour de Béjaïa, alors que Reda Lounissi est nommé chef du parquet général de Boumerdès, tandis que Mourad Sid Ahmed prend la tête du parquet général de la wilaya d'Alger.

M. A. T.

TIZI OUZOU Prix en hausse et pouvoir d'achat en baisse

Cherté de la vie oblige, les chefs de famille à travers le territoire de la wilaya de Tizi Ouzou appréhendent l'Aïd El-Adha, craignant de ne pouvoir faire face à ses multiples dépenses.

Cher le sacrifice !



Le prix du mouton, incontournable pour beaucoup à cette occasion, est comme les années précédentes : inabordable. Quant aux fruits et légumes, ils ont subitement atteint des pics inimaginables. A cela s'ajoutent les frais onéreux des habits neufs que doit vêtir tout enfant le jour «J», comme le veut la tradition. La rentrée sociale qui interviendra à la fin du mois en cours n'est pas pour arranger les choses, cela sans parler de cette période de vacances et de fêtes propices à toutes les dépenses budgétivores. Le simple ouvrier ou fonctionnaire est comme pris au piège, cherchant désespérément une issue qui épargnerait son porte-monnaie. Combien d'argent faut-il à une famille de seulement quatre membres pour passer un Aïd «digne» et traverser cette «zone de turbulences pécuniaires» sans prendre le risque de s'endetter ? Pour un fonctionnaire à l'APC, «ce n'est pas avec un salaire de 25 000 DA que l'on peut acquérir un mouton, des vêtements neufs et des victuailles pour les repas de fête». «Aussi, prévoit-il, il y a les dépenses de la rentrée scolaire. C'est pratiquement intenable ! Le mouton de l'Aïd, j'ai définitivement mis une croix dessus, je ne peux pas. Pour le reste, on se débrouillera. Il faut quand

même un minimum de sacrifices pour faire plaisir aux enfants et à toute la famille». Pour prendre la température du côté du marché aux bestiaux, nous avons visité mardi dernier le marché des Ouadhias. Sur place, l'offre ne manquait pas : les moutons de tous âges et de tous poids étaient regroupés et proposés à la vente. Seulement, les acheteurs ne se bouscuaient pas, bien que l'Aïd n'y fût qu'à quelques jours. En cause, les prix étaient toujours aussi chers. Pas d'agneau au-dessous de 45 000 DA et les prix allaient jusqu'à 80 000 DA pour les béliers. Un mouton de taille et de poids moyens n'était cédé qu'à hauteur de 60 000 DA. «Ça ne baisse pas, les prix restent inchangés, on doit acheter tant que nous avons le choix. Ça ne sert à rein d'attendre, on en est qu'à quatre jours du jour J et le marché est orienté à la hausse», notait un client.

Comme d'habitude, les viandes, les fruits et les légumes repartent à la hausse

Les prix de la viande rouge locale et celle de l'importation sont pas accessibles non plus. Un kilo de viande rouge avec os est coté à 1 300 DA, le bifteck à 1 900 DA, les entrecôtes à 1900 DA également et le foie à 2 300 DA. Même les abats de bœuf ne sont pas donnés avec 200 DA le kilo ! Les pieds de veau, ce n'est pas gratuit non plus : 250 DA le kilo. Pour la viande d'importation, elle est proposée entre 1 100 et 1 150 DA le kilo. S'agissant des viandes blanches, là la tendance est à la baisse. Le poulet est à 230 DA le kilo, l'escalope de dinde à 700 DA et les cuisses de dinde à 350 DA. Concernant les légumes et les fruits, c'est brûlant. Les coûts ont augmenté rapidement. En effet, jeudi dernier au marché

de Tizi-Ouzou, rien, ou presque, n'échappait à la hausse. Une augmentation brusque qu'arrivent difficilement à expliquer les vendeurs qui, quelques semaines plus tôt, affichaient des prix abordables. Une flambée qui intervient à quelques jours de l'Aïd comme pour assommer davantage le client en quête de quelque «bonne affaire» pour alléger les dépenses familiale. Ce jour-là, les tomates fraîches, qui se vendaient auparavant à 40 DA, sont grimpées à 70/80 DA le kilo. La salade, qui ne trouvait pas preneur, a atteint subitement les 120 DA. Les piments et les poivrons sont affichés à 80 DA. Les carottes, vendues habituellement à 60 DA, ont vite doublé : 120 DA le kilo. Les haricots verts et les courgettes sont cédés respectivement à 140 et 120 DA. Les pommes de terre ne sont pas épargnées non plus puisqu'elles sont proposées à 50 DA. L'ail et l'oignon sont vendus res-

pectivement à 150 et 40 DA le kilo. Pour les fruits : pas touche. Le raisin est à 180 DA, les pommes locales à 200 DA, les nectarines à 160 DA, les poires à 200 DA, les bananes à 280 DA, le melon et la pastèque à respectivement 80 et 50 DA. «Le marché est en feu à l'approche de l'Aïd, il est inconcevable et inacceptable ce feuillet de la cherté qui se répète à chaque occasion. Le ministère du Commerce et celui de l'Agriculture doivent revoir leurs copies ou rentrer chez eux. Une direction ou un ministère qui n'arrivent pas à approvisionner et stabiliser le marché doivent rendre le tablier. Nous ne pouvons plus y faire face. Pour nous, l'Aïd n'est plus une fête mais un casse-tête et une source d'angoisse, contrairement aux recommandations de l'islam», dénonçaient, avant-hier, des chalandes au marché de Tizi-Ouzou.

10 millions de centimes, le prix moyen de la fête pour une famille moyenne

La liste des achats de l'Aïd ne se limite pas aux produits d'alimentation, puisqu'il faut aussi des vêtements neufs pour les enfants. Et là encore, l'heure n'est pas aux bonnes affaires. Pour les garçons 6 à 12 ans, il n'y a pas de paire de basket en dessous de 1 600 DA. Les prix peuvent, bien sûr, aller jusqu'à 4 ou 5 000 DA pour des produits dits de marque. Les jeans se vendent entre 1 200 et 2 200 DA et les T-shirt entre 700 et 900 DA. Les pantalons courts en jean sont vendus à 1 800 DA et ceux en toile à partir de 1 000 DA. Des coûts qui ne concernent que la marchandise locale. Pour les fillettes de 12 ans, les robes sont cotées à partir de 1 300 DA. Les jeans sont affichés entre 1 300 et 1 600 DA et les T-shirt à pas moins de 1 000 DA. Une paire de souliers peut aller de 600 DA à 1 000 DA et les sandales entre 700 et 1 200 DA. Questionné sur la somme qu'il faut pour passer une «bonne» fête de l'Aïd, une ménagère à Boghni, mère de deux enfants, avance un montant de 10 millions de centimes : «J'ai deux enfants, j'ai dépensé avec mon mari la somme de 18 000 DA rien que pour les effets vestimentaires neufs et de qualité. Le mouton de l'Aïd nous est revenu à 60 000 DA. Il faut ajouter environ 2 000 DA pour les fruits et les légumes. Cela sans parler des gâteaux. Avec toutes ces courses, les 10 millions de centimes sont vite atteints», précise-t-elle. Pour les familles nombreuses, le coût de l'Aïd est naturellement plus important. N'ayant pas le choix, beaucoup doivent se passer du mouton et des vêtements neufs, se contentant de quelques kilos de viande, de gâteaux et de fruits et légumes pour festoyer. La rentrée scolaire et ses interminables dépenses, ce sont surtout les familles modestes qui gardent en tête qu'elle arrive à grands pas.

Hocine Taib

KADA ADJABI, directeur du commerce de Tizi Ouzou

«La loi sera appliquée dans sa rigueur»

La Dépêche de Kabylie : Avez-vous pris des mesures pour assurer la continuité du service pendant les jours de l'Aïd ?

Kada Adjabi : Absolument ! La continuité du service est assurée et aucune pénurie ou rareté ne se produira. Nous avons à cet effet réquisitionné 4 302 commerçants à travers le territoire de la wilaya. Tous les produits seront disponibles à commencer par le lait, le pain, les fruits et les légumes. Pour le lait en sachet, nous avons réquisitionné les trois laiteries les plus importantes de la wilaya. Pour le pain, 192 boulangers sont instruits de travailler durant les jours de l'Aïd. Les cinq minoteries de la wilaya vont aussi travailler en plus de nombreux autres commerçants, notamment l'alimentation générale, les vendeurs de fruits et de légumes. Cette année, il y a aussi une nouvelle application que le client peut à tout moment consulter sur le net pour savoir quel commerce est ouvert et quels sont les prix des produits de consommation, rien n'est laissé au hasard. L'application Aswak.dz donnera tous les renseignements nécessaires à nos citoyens. Cela nous permettra aussi de contrôler et d'avoir tout à l'œil.

Que risquent les commerçants qui ne respecteraient pas la réquisition ?

J'espère qu'on ne va pas en arriver là, mais s'il



y a des commerçants qui ne répondent pas à la réquisition officielle, la loi est claire et s'appliquera à tout le monde, une fermeture d'un mois assortie d'une amende allant de 30 000 à 200 000 DA. Nous serons intraitables là-dessus.

À l'approche de l'Aïd, il y a une subite envolée des prix à travers les marchés de Tizi-Ouzou. Pourquoi ?

C'est normal puisque nous ne sommes pas une wilaya productrice. Nous recevons tout des autres wilayas. Le seul marché de gros de Tizi-Ouzou est approvisionné à partir de Biskra, Blida et M'Sila. Ces jours-ci, il n'y a que Blida

qui approvisionne notre marché de gros, donc l'offre a baissé quelque peu, ajoutez à cela la forte demande notamment à cause de l'Aïd et la forte rentrée de nos émigrés. Du coup, les prix ont augmenté mais la stabilité et l'accalmie reviendront une fois la fête terminée. De toutes les manières, nos éléments sont sur le terrain pour le contrôle et le suivi. Quant aux prix, ils répondent à la loi de l'offre et de la demande, nous ne pouvons pas intervenir, c'est l'économie du marché.

À Tizi-Ouzou, les trottoirs sont squattés par les commerçants et la ville dort dès 19 heures. Y a-t-il des initiatives pour donner plus de vie et d'attrait à la cité en nocturne ?

S'agissant du squat des trottoirs, il n'est pas de notre ressort pour intervenir. C'est aux autorités communales et au service de sécurité d'intervenir. Concernant le second volet de votre question, c'est malheureusement vrai. L'activité s'arrête à partir de 19 heures. Ce n'est pas à la direction du commerce qu'échoit ce rôle d'inciter et d'obliger les commerçants à ouvrir la nuit. Notre mission se limite au contrôle et à l'organisation du commerce. Cela dit, je saisis l'occasion pour souhaiter bonne fête à tous les Algériens et à tous les musulmans du monde.

Propos recueillis par H. T.

AÏD EL-ADHA Collecte des peaux des sacrifices

Lancement de la 2e opération

Le ministère de l'Industrie et des mines a annoncé le lancement de la deuxième opération de collecte des peaux des sacrifices de l'Aïd El Adha.



«L'opération de collecte de peaux issues des sacrifices sera lancée pour la 2e fois durant l'Aïd El Adha 2019 pour laquelle toutes les entreprises publiques relevant du secteur des textiles et cuirs sont mobilisées», a annoncé jeudi dernier le ministère de l'Industrie et des mines dans un communiqué rendu public. Le ministère de tutelle a indiqué dans le même document qu'«à l'instar de l'année précédente, les entreprises publiques relevant du secteur de

l'industrie et activant dans les filières textiles, cuirs et la laine avec l'appui des autorités locales des wilayas concernées sont mobilisées dans le cadre de l'opération de collecte des peaux issues des sacrifices de l'Aïd El-Adha». Pour cette année, l'opération sera organisée dans les wilayas pilotes disposant des tanneries en mettant en œuvre tous les moyens humains et matériels dont disposent les filières cuirs relevant du groupe public des textiles Getex, ajoute le même communiqué. Il s'agit, selon la

même source, de six wilayas, à savoir Alger, Batna, Jijel, Ain Timouchent, Djelfa et Sétif. Par ailleurs, l'organisation de cette collecte s'appuie sur la contribution de plusieurs autres secteurs, tels que le ministère de l'Intérieur et des collectivités locales et l'aménagement du territoire, le ministère de l'Environnement et des Énergies renouvelables et le ministère des Affaires religieuses, ainsi que des associations de protection des consommateurs et celles versées dans le domaine de

la préservation de l'environnement, a conclu la même source. Rappelons toutefois que le ministère de l'Industrie et des Mines avait collecté près de 900 000 peaux d'ovins sacrifiés à l'occasion de l'Aïd El-Adha de l'année passée au niveau des six wilayas pilotes sélectionnées pour cette opération. En effet, le ministère de l'Industrie et des mines qui tablait sur 800 000 peaux de sacrifices, avait collecté 100 000 de plus, dépassant ainsi l'objectif assigné.

L. O. CH

Draâ Ben Khedda

Les prix des moutons donnent le tournis



Des espaces sont réservés à la vente de moutons de l'Aïd El Adha. Les endroits

sont éparpillés autour de la commune de Draâ Ben Khedda, ces derniers jours précédant la fête. Ils sont choisis pour éviter le déplacement des citoyens en cette période de canicule. Au niveau de la grande mosquée, entre l'ex cité «Combattant» et l'ex voie ferrée, les vendeurs ont pris le soin d'édifier des enclos de fortune : piquets et grillage pour leurs moutons. Des bottes de foin et l'abreuvoir ne font pas défaut. Ce qui surprend, ce sont les prix qui dépassent tout entendement. Ils sont hors de portée des bourses modestes. Ils varient entre trente-huit mille dinars et quatre vingt mille dinars. Les acheteurs se font rare : «Pour nous «les zawalias», c'est hors de question ! Je me contenterai d'acheter un peu de viande de

chaque partie du mouton et du veau chez le boucher et je déboursrai beaucoup moins que trente huit mille dinars», disent certains qui regardaient les moutons tout en faisant leurs comptes. Un autre dit à son ami qui l'accompagnait : «On nous empêche de faire ce sacrifice! Il faut avoir un salaire d'environ dix millions de centimes pour satisfaire la famille. Si on ajoute aussi l'effort que nous devons consentir pour satisfaire les enfants qui sont exigeants aujourd'hui pour leurs habits, il y a lieu de convenir que cela relève du vrai sacrifice. «Cette fête concernerait-elle seulement les riches qui ne sont pas regardants sur les prix?» se demandait cet autre curieux.

M. A. Tadjer

Béjaïa

1 088 commerçants réquisitionnés

Afin de parer à toute perturbation dans l'approvisionnement des citoyens en produits alimentaires de base, comme le pain, le lait, la viande, l'eau et les fruits et légumes, durant les deux jours de la fête de l'Aïd El Adha, les 11 et 12 août, la Direction du commerce de la wilaya de Béjaïa a réquisitionné pas moins de 1 088 commerçants exerçant dans divers activités et créneaux, notamment dans la vente des denrées alimentaires de première nécessité, a indiqué un responsable au niveau de cette institution. Cette permanence se prolongera jusqu'à mercredi, soit deux jours après la fête du sacrifice, a-t-il précisé. Au total, 645 commerces d'alimentation générale, de fruits et légumes et des supérettes, 135 boucheries, 115 boulangeries et autres commerces, notamment des restaurants, des fast-foods, des pâtisseries, des cafétérias, etc., ont été réquisitionnés pour assurer la permanence durant ces quatre jours (de dimanche à mercredi). En outre, 5 laiteries sur les 6 que compte la wilaya de Béjaïa, 44 distributeurs de lait, 6 unités de mise en bouteille d'eau minérale, ainsi que des unités de semoulerie ont reçu des notifications de réquisition pour assurer la continuité du service durant l'Aïd El Adha, a souligné la même source. Par ailleurs, la Direction du commerce de Béjaïa va mobiliser 104 agents de permanence, répartis sur une cinquantaine de brigades, pour veiller «à la stricte application des réquisitions et noter toute désobéissance». La loi en vigueur prévoit un mois de fermeture administrative et des amendes allant de 30 000 à 200 000 DA à l'encontre des commerçants malveillants, a-t-on averti. Pour sa part, l'Inspection vétérinaire de Béjaïa assurera les permanences vétérinaires, durant l'Aïd El Adha, à travers les 52 communes que compte la wilaya. A cet effet, pas moins de 100 vétérinaires, relevant, respectivement, de la Direction des services agricoles, des collectivités locales et du secteur privé seront mobilisés à cet effet. A noter que dans la commune de Béjaïa, 6 brigades mobiles de permanenciers sillonneront les différents quartiers.

B. S.

Point du jour

Par Ali Boudjelil

Le 11 août, des moutons, des boucs, des bœufs et des milliers de dinars vont être sacrifiés. Nous fêtons l'Aïd El-Kébir dans la joie avec des brochettes après le bouzellouf tout en écoutant si possible la célèbre chanson de feu Abdelkrim Dali (Mezzyanou n'har l'youm). Brigitte Bardot va encore parler, elle qui n'aime que le poisson et les viandes dures. Tant pis pour elle, la végétarienne, si elle n'a pas goûté à

l'Éasvane, ce délicieux plat aux vertus que je tairais. Mais la cherté du mouton peut donner des haut-le cœur ou carrément faire perdre l'appétit qui vient déjà au ralenti en période caniculaire. Si ce ne fût que le prix de la bête à la toison qui chiffonne, on l'eût bien admis depuis longtemps et trouvé normal puisque ce n'est qu'une fête annuelle. Ce qui chiffonne, ce sont les prix des fruits et légumes qui flambent juste avant le rassemblement rituel sacré des

pèlerins au Mont Arafat. Doit-on se résigner à dire que c'est l'apanage des commerçants musulmans ? Sous d'autres cieux que certains trouvent éléments, c'est à la veille des fêtes que les promotions s'invitent, puisqu'il s'agit de satisfaire tout le monde dans des magasins où le balayeur endimanché côtoie le député. Il reste à espérer, cependant, que les commerçants consentent à s'anoblir d'un sacrifice en ouvrant boutique quelques petites heures

avant de procéder au sacrifice du mouton et quelques heures après que les rus de sang se déversant dans les dehors se seront lavés. C'est donc ce dimanche, jour du Seigneur, qu'on fera la bise à nos amis tout en se souhaitant que l'Aïd des années à venir nous retrouve plus solides que l'ennui et dans la plénitude. La vie est belle. Aïd mabrouk, Aïd lehna et bonne fête à tous.

A. B.

L'Aïd, Dali et Brigitte Bardot...

BOUIRA Nouveau gigantesque incendie à Iwakuren

La gendarmerie enquête !

Un nouveau gigantesque incendie a pris, jeudi à la mi-journée, à Iwakuren, sur les hauteurs de la commune de Saharidj.

Sur les lieux, à chaque fois que les éléments de la Protection civile et ceux de la Conservation des forêts arrivaient à éteindre un foyer, un autre prenait aussitôt. De nombreux villageois affirment en avoir vu deux pyromanes circuler à bord d’une moto. Un fait confirmé par une source proche de la Protection civile. Ces deux individus empruntent des pistes forestières



surplombant les deux villages d'Iwakuren, à savoir Ighzer et Tadert Lejdid. D’autre part, selon le premier bilan de cette catastrophe, pas moins de 200 hectares de terrains herbacés, qui servaient

de pâturages collectifs, ont été touchés par les flammes. Pour rappel, cet incendie a pris à Ighzer pour progresser rapidement vers Tadert Lejdid avant d'atteindre le territoire de Selloum et Aghbalou,

en détruisant sur son passage de nombreux figueraies mais aussi des oliveraies, des cerisiers et des pépinières de chêne vert et de genévrier qui abritent des colonies de singes, des hordes de sangliers à côté de dizaines d’autres espèces animales. Fort heureusement, les éléments de la Protection civile et de la Conservation des forêts de la daïra de M'Chedallah, renforcés par une colonne mobile d'une dizaine de véhicules, sont arrivés rapidement sur les lieux pour ouvrir des brèches et permettre aux éleveurs de regrouper leur cheptel lâché, au niveau de ces pâturages. A noter que le dernier foyer a pris sur le versant ouest du village Ighzer, à proximité de la source Taghifoufeth. Il a été enregistré immédiatement après le passage des deux individus à bord de leur moto, selon des témoins oculaires qui se trouvaient sur l'autre versant. A la tombée de la nuit, une chaîne de flammes de

plus de 10 km était visible à partir de Saharidj, plongé dans un climat infernal au même titre que les autres villages de M'Chedallah. Il convient de noter que l'intervention des pompiers et des agents forestiers a duré toute la nuit. Un autre important incendie s'est déclaré, également jeudi vers 13h, dans une forêt située près du village de Merkala, commune de Taghzout, au nord de la wilaya de Bouira. Des équipes d'intervention de la Protection civile et de la Conservation des forêts se sont déplacées en urgence pour circonscrire les flammes. Leur intervention a duré plus de 6 heures. A signaler qu’au moins 5 hectares de forêt ont été détruits, selon les estimations de la Protection civile. A noter enfin qu’une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de cet incendie.

Oulaid Soualah et Massinissa A.

Draâ El-Mizan

Frikat et Aït Yahia Moussa brûlent

C'est une autre fin de semaine cauchemardesque qu'ont vécue les communes d'Ait Yahia Moussa et de Frikat. En effet, à cause de la journée caniculaire de mercredi dernier et des vents violents qui soufflaient sur la région depuis l'aube, de nombreux foyers de feu ont été enregistrés dans ces deux communes. À commencer par Ath Boumaâza, dans la commune de Frikat où pas moins de vingt-cinq hectares de maquis sont partis en fumée en une journée. Certes, les services de la protection civile et ceux des forêts ont déployé tous leurs moyens (matériels et humains) pour venir à bout de ce gigantesque feu de forêt qui a vu les flammes se propager à grande vitesse. D'ailleurs, il a fallu plusieurs heures de lutte

pour que ces services arrivent à circonscrire le feu. "Nous avons vraiment vécu une journée d'enfer. Certes, nos champs d'oliviers et nos vergers n'ont pas été touchés. Mais, on regrette que ces maquis soient partis en fumée. Tout a été réduit en cendres. Il ne reste plus rien de cette belle forêt. Imaginez que 25 hectares ont été brûlés en une journée. Nous remercions les pompiers qui ont organisé des cordons de sécurité pour empêcher les flammes de se propager ailleurs", nous dira un habitant d'Ath Boumaâza entièrement abattu en évoquant cette catastrophe. Pour cet été, après l'apocalypse de l'été de 2017 vécue par la population de plusieurs villages de la commune d'Ait Yahia Moussa, à savoir Rabets, Afir,

Tachtouine, Ath Rahmoune, avant-hier, ce fut le tour de la population d'Ath Attella de vivre la même situation. Au total, ce sont onze hectares de végétation partis en fumée. "Nous avons enregistré trois incendies différents qui ont ravagé onze hectares, trois hectares de maquis pour le premier, deux autres de broussailles pour le second et trois hectares d'oliviers pour le troisième", nous confiera le premier responsable de la protection civile. Et de poursuivre: "Dès réception de l'appel, nous nous sommes mobilisés vers cette commune alors que déjà nos agents étaient à Ath Boumaâza en train de lutter contre les flammes. Nous avons surtout mis un cordon de sécurité afin d'éviter la propagation du feu vers les

habitations. Les vents nous ont compliqué les interventions". D'ailleurs, une commission composée du chef de daïra et des services de sécurité en plus des autorités locales a suivi l'évolution de la situation jusqu'à l'extinction de toutes les flammes. L'été s'annonce dévastateur notamment avec les pics de température qui ne cessent de grimper de jour en jour. Et la météo prévoit toujours beaucoup de chaleur. C'est pourquoi la vigilance est de mise. Il faut toujours dire que la commune d'Ait Yahia Moussa fortement boisée est la proie des flammes si bien qu'un poste avancé de la protection civile urge dans cette municipalité afin de permettre des interventions rapides des moyens de secours quand on sait que certains villages sont à plus de trente kilomètres du chef-lieu de daïra où est implantée la seule unité de protection civile qui couvre quatre grandes communes (Draâ El-Mizan, Ait Yahia Moussa, Frikat et Ain Zaouia). Il est aussi utile de rappeler que le programme d'urgence d'ouverture de près de 10 kilomètres de pistes anti-feux initié par le ministre de l'intérieur et des collectivités locales lors de son déplacement dans la localité après la catastrophe de juillet 2017 où une victime avait été enregistrée patine encore quand on sait qu'au début de la semaine passée, les habitants d' Afir avaient fermé le siège APC pour revendiquer l'ouverture de la piste de 1800 mètres linéaires inscrite à leur profit.

Amar Ouramdane

TIZI N'TLÉTA Retour sur l'incendie d'Aït Abdelmoumène

Des dégâts et une femme évacuée

Le feu enregistré, en fin de la semaine dernière, au village Aït Abdelmoumène (Taddert Oufella), dans la commune de Tizi N'Tléta au sud de Tizi-Ouzou, a été dévastateur. En effet, l'incendie, qui s'est déclaré tout près des habitations, a failli faucher des vies humaines si ce n'est la vigilance des éléments de la Protection civile et celle des jeunes du village. Les flammes ont atteint plusieurs mètres de hauteur et se sont étendues sur une superficie de dix hectares. Sur place, le décor était triste et désolant. Que des cendres et des arbres calcinés ! Des dizaines d'arbres fruitiers calcinés, plusieurs oliviers partis en fumée, des buissons et des maquis ont été ravagés par les flammes, trois ruchers ont été décimés, un climatiseur d'une habitation heureusement non habitée a été touché par les flammes. À cela s'ajoute le réseau de l'électricité qui a été endommagé. Aussi, une dame a été évacuée d'urgence car elle n'arrivait pas à respirer d'autant plus qu'elle était déjà malade. En somme, un bilan

lourd a été enregistré et qui aurait pu être dramatique puisque dans les environs, on compte plusieurs habitations. À signaler que la cellule de crise et de suivi des feux de forêts et des catastrophes naturelles de l'APW de Tizi-Ouzou s'est rendue sur les lieux en fin de la journée de mercredi dernier pour constater de visu et recenser les dégâts. «Nous sommes là non seulement pour constater et recenser les dégâts mais aussi pour être prêts des sinistrés et leur apporter notre soutien et leur témoigner notre solidarité. Nous ferons le nécessaire pour que tous les dégâts soient réparés et remplacer les arbres fruitiers et les ruchers décimés par les flammes», a déclaré le président de la cellule de crise, Saadi Ait Benamara. Les présidents des comités de villages, présents sur place, ont déclaré à l'unanimité : «La Protection civile a fait de son mieux mais ses moyens sont dérisoires. Heureusement qu'il y a les camions-citernes des communes voisines d'Aït Bouadou et des

Ouadhias, autrement on ne viendrait jamais à bout du brasier. Nous demandons aux responsables concernés de nous réaliser des bouches d'incendie pour une meilleure et efficace intervention. Nous demandons à la Sonelgaz de procéder à la réparation rapide du réseau électrique pour un retour à la normale. Nous interpellons aussi la direction des services agricoles

pour nous réserver un quota d'arbres fruitiers et des ruchers». À signaler que le feu s'est déclaré dans un premier temps dans l'après-midi de mardi dernier avant de reprendre le lendemain dans la matinée. Dans l'après-midi de jeudi, le feu a repris mais l'intervention rapide des éléments de la Protection civile a fini par payer.

Hocine T.

Aïn Zaouïa

Un motocycliste meurt dans un accident

Avant-hier, aux environs de 21h, un accident s'est produit sur la RN 30, en allant vers Boghni, plus précisément à la sortie d'Aïn Zaouia. En effet, selon nos sources, deux jeunes hommes étaient sur une moto et rentraient à Draâ El-Mizan. Soudain, ils rentrent en collision avec un automobiliste, qui venait en sens contraire (vers Boghni). Le choc a été si violent que les riverains sont sortis de leurs maisons. Sitôt alertés, les éléments de la Protection civile sont arrivés sur les lieux. Les deux victimes étaient allongées sur la chaussée : l'une d'elle est décédée sur place et l'autre souffrait de plusieurs blessures, notamment au niveau

du bassin. Les sapeurs-pompiers ont évacué le corps de la victime à la morgue de l'hôpital Krim Belkacem de Draâ El-Mizan, alors que son accompagnateur a été dirigé vers le service des urgences du même hôpital. Pour le moment, on ignore les circonstances exactes de cet accident. Sitôt arrivés sur les lieux, les services de sécurité, après avoir établi leur constat, ont ouvert une enquête afin d'élucider les causes exactes de ce sinistre, qui n'est pas le premier sur cet axe routier. En effet, il y a quelques années, un adolescent avait été fauché par un chauffard, au même endroit.

A. O.



H O R A I R E S des prières

	FAJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
Tizi-Ouzou	04:19	12:49	16:36	19:44	21:13
Bouira	04:21	12:50	16:36	19:46	21:12
Béjaïa	04:15	12:45	16:32	19:38	21:09

AGHRIBS Des protestataires bloquent la route d'Azeffoun

La route principale reliant la ville côtière d'Azeffoun au chef-lieu de la wilaya de Tizi Ouzou était barrée, hier, suite à une action de protestation observée par les habitants du village Issoumathène (commune d'Aghribs).

Les protestataires ont principalement utilisé des pneus, en guise de barricades. De ce fait, des milliers d'automobilistes, surtout les estivants qui avaient programmé de passer une agréable journée de détente en bord de mer à Azeffoun, ont vécu un calvaire sur la route. Ces derniers étaient tout simplement contraints de rebrousser chemin, alors que d'autres ont choisi de s'y rendre, en faisant un grand et long détour à travers les localités de Fréha, Aghribs, Ibeskrien et Achouva. Un autre choix s'offrait aux automobilistes. Il consistait à prendre la route qui passe par Agouni Oucherki et Taboudoucht pour aboutir à Aït Rahouna puis Azeffoun. Il convient de signaler que les habitants du village Issoumathène ont décidé d'avoir recours à l'action de rue, après avoir épuisé toutes les voies de

Le calvaire des estivants



dialogue avec les autorités concernées, ont-ils expliqué. «Depuis 20 jours, aucune goutte d'eau n'a coulé de nos robinets», a déploré l'un des membres du comité du village Issoumathène, qui a rappelé qu'ils ont frappé à toutes les portes susceptibles de contribuer à apporter une solution au crucial problème de pénurie d'eau potable qu'ils vivent, en vain. Il faut rappeler que les habitants de ce village ne sont pas les seuls à pâtir de cette situation, et ce depuis le début de l'été. En effet, pas plus loin que mercredi dernier, des citoyens d'Azeffoun ont procédé à la fermeture du siège de l'ADE à cause de l'absen-

ce du liquide précieux dans leurs robinets, et ce depuis plusieurs semaines. A signaler que les habitants d'Issoumathène ne déplorent pas uniquement le problème d'eau. Le cadre de vie qui prévaut dans ce village, de manière générale, est aussi à pointer du doigt. En effet, en plus de l'eau, les protestataires déplorent l'état «catastrophique» des routes, les problèmes de l'assainissement et du manque d'infrastructures de base... Il faut rappeler qu'en moins d'une semaine, plusieurs sièges d'Assemblées populaires communales et d'ADE ont été fermés par les citoyens, en guise de protestation contre le manque

d'eau mais aussi pour exposer d'autres problèmes, à l'instar de la dégradation des routes. Il y a quelques jours, les habitants de Lazayeb dans la commune de Tizirt avaient fermé la RN 24, reliant Tizirt et Dellys, ainsi que la plage de Tassalast. Des citoyens du village Afir ont, pour leur part, fermé, au courant de la semaine dernière, le siège de la mairie d'Aït Yahia Moussa pour dénoncer leurs mauvaises conditions de vie. Aussi, lundi dernier, le siège de l'ADE de Fréha a été fermé par les citoyens qui en ont assez de vivre sans eau, en pleine saison chaude. Le directeur de l'ADE de Tizi Ouzou, pour sa part, a expliqué, à maintes reprises, les raisons de ces pénuries qui persistent dans des centaines de villages de la wilaya de Tizi Ouzou, en dépit du fait que le barrage d'eau de Taksebt soit rempli. A noter que l'état catastrophique des conduites d'eau, en est la principale cause. Et l'ADE, à elle seule, n'a ni les moyens financiers ni les moyens humains pour prendre en charge la totalité des travaux de réfection que nécessitent ces conduites.

A. M.

Tizirt

La pénurie d'eau potable perdure

En plein milieu de la saison estivale, les habitants de la ville de Tizirt traversent des moments difficiles à cause du manque d'eau potable. Après quelques années passées à l'abri du besoin, cette cité antique renoue avec les difficultés d'approvisionnement en ce liquide précieux. Et pour cause, la station de dessalement située à Tassallast, sortie ouest de Tizirt, qui était en panne, n'a pu être réparée dans sa totalité pour pouvoir fonctionner avec ses pleines capacités. Hélas, les réparations ont touché uniquement une partie. Ce fonctionnement limité est dû à des difficultés dans l'obtention des autorisations d'acquisition des pièces détachées nécessaires à sa réparation. Après une longue attente, les techniciens se sont résignés à en réparer une partie, en attendant l'arrivée des pièces restantes. La station est difficile à gérer étant donné que sa maintenance nécessite de l'expertise et surtout des pièces détachées non disponibles sur le marché national. A noter que pour une anodine panne, il faut toute une gymnastique pour pouvoir importer la pièce défectueuse. Malgré ces difficultés, le projet sera bénéfique pour la ville de Tizirt quand la station fonctionnera avec la totalité de ses capacités. Elle couvrira alors une grande partie des besoins de la ville et des infrastructures, comme l'hôpital et les administrations publiques. Cela libérera aussi les quantités d'eau qui coulent via les anciens réseaux d'AEP. C'est d'ailleurs la difficulté de ces réseaux à assurer l'eau à tous les foyers qui a contraint les pouvoirs publics à acquérir une station de dessalement. Alimentée depuis l'ancien réseau MTI (Makouda-Tizirt-Iflissen), la ville a toujours connu des difficultés d'approvisionnement en eau potable surtout durant la saison estivale. Il convient de noter que le manque de ce liquide vital rend la gestion de l'activité touristique difficile à Tizirt. Dès le début du mois de juin, la consommation moyenne journalière augmente jusqu'à quintupler, affirment les citoyens. Les estivants, qui affluent quotidiennement par dizaines de milliers, trouvent d'énormes difficultés à s'approvisionner en eau potable. D'ailleurs, cette situation profite à certains commerçants indécents, qui augmentent le prix de l'eau minérale. Actuellement, une bouteille d'eau minérale coûte entre 45 et 50 DA. Devant l'indifférence des services du contrôle des prix, les commerçants suivent la tendance à la hausse bien que cela nuise gravement à l'image de la ville de Tizirt à vocation purement touristique. Akli N.

El Adjiba

Un mort et deux blessés sur l'autoroute Est-Ouest

Une personne a trouvé la mort et deux autres blessées dans un accident mortel de la route survenu, avant-hier, au niveau de la commune d'El Adjiba, à l'est de la wilaya de Bouira. Le drame a eu lieu vers 9h, suite au renversement d'un véhicule de marque Peugeot 207 sur l'autoroute Est-Ouest. Le chauffeur est décédé sur le coup, alors que les

deux passagers ont subi de graves blessures. Dès lors, les blessés ont été évacués à l'hôpital de Bouira et le corps sans vie du chauffeur transporté à la morgue. L'excès de vitesse pourrait être la cause de cet accident suite auquel les services de la Gendarmerie ont ouvert une enquête.

Massinissa A.



AKBOU

La poste en cours de restauration

AÏN ZAOUÏA

Un nouveau réseau électrique pour Azib Chikh

SELLOUM

Le bétonnage des ruelles lancé

SIDI-AÏCH Sacrifice de l'Aïd

Le mouton hors de portée

À la veille de l'Aïd El-Adha, la cadence de vente des moutons semble atteindre sa vitesse de croisière dans les marchés hebdomadaires, provisoires ou dans les espaces de quartiers loués ou improvisés pour l'occasion.



Dans la localité de Sidi-Aïch, les habitants paraissent dubitatifs face aux prix demandés par les maquignons et autres vendeurs. Comme chaque année, beaucoup se plaignent des

prix toujours plus élevés du cheptel ovin. «Le mouton à sacrifier est hors de prix», dira un père de famille venu s'enquérir des prix du fameux mouton à sacrifier. Les petites bourses à la recherche d'une bonne «affaire» reviennent

souvent bredouilles. Une virée au marché hebdomadaire de la ville éponyme a permis de voir que les prix du mouton sont hors de portée pour les bourses modestes. Cette année, le cheptel disponible permet d'assurer une offre

capable d'absorber la demande habituelle exprimait par les consommateurs à cette occasion. En effet, le marché grouillait de monde, mais les maquignons et les acheteurs n'ont fait que s'observer. À en juger, un mouton de

taille moyenne est proposé à partir de 40 000 dinars. Quant aux béliers, leurs prix varient entre 60 000 et 80 000 dinars. «Acheter un mouton», un mot d'ordre qui s'éclipse dans la bouche d'une large frange de la société qui semble vouloir faire impasse sur la fête du sacrifice. «Cela fait des années que j'ai zappé cette fête. Prétendre à s'acquitter du mouton de l'Aïd relève de l'impossible pour nos petites bourses, d'autant plus qu'on arrive à peine de joindre les deux bouts», avoue, sans ambages, Mokrane, un retraité de la fonction publique. «Nous élevons nos bêtes tout au long de l'année pour pouvoir les vendre à bons prix, mais leur élevage est loin d'être une sinécure. Les nourrir nous revient tellement cher que leurs prix grimpent de facto. L'aliment et autres fourrages connaissent d'année en année une flambée qui dépasse l'entendement», explique un maquignon de la commune de Chemini. Comme à l'accoutumée, à chaque fête de l'Aïd «tamokrant», les marchés autorisés ou improvisés pullulent comme des champignons aux abords des routes, dans les quartiers et même au pied des immeubles. La wilaya de Béjaïa n'échappe pas à cette règle. Les gens dissertent longuement sur les prix qui semblent donner le tournis aux acheteurs qui ne savent plus où donner de la tête. Les consommateurs semblent déconcertés par les prix «stratosphériques», aux dires de certains. Si des pères de famille, même démunis, ne peuvent pour rien au monde renvoyer aux calendes grecques l'obligation sociale de sacrifier un mouton pour échapper à la risée des voisins et au regard accusateur de leurs progénitures, d'autres, par contre, ont pris la décision de ne pas se soumettre à la «sunna» en privilégiant davantage le facteur rationnel que le facteur culturel.

Bachir Djaidar

Train de mer

À défaut d'un wagon-restaurant ...

Le train de mer, qui dessert la ligne Sétif - Béjaïa, a été mobilisé spécialement pour cet été au profit des estivants venus des localités de Sétif, Bordj Bou Arreridj en sus des habitants de la vallée de la Soummam puisqu'il passe par la wilaya de Béjaïa. Chaque jour donc, le train se trouve bondé de monde, des jeunes et des familles entières profitent de ce service dont le tarif du voyage arrange les ménages à modestes revenus, lesquels n'arrivent pas à se permettre des séjours au bord de la mer, étant donné que la location des appartements, des studios ou encore des bungalows coûtent les yeux de la tête dans les villes du littoral, comme Tichy, Souk El-Tenine, Melbou, Aokas et autres. Néanmoins, ce ne sont pas seulement les voyageurs qui trouvent leur aubaine dans ce train, car il y a aussi les ven-

deurs de sandwiches et autres boissons comme le thé, le café et les sodas qu'ils vendent au bord de ce train, faute d'un wagon-bar permettrait aux voyageurs d'acheter des produits alimentaires et de l'eau comme il est le cas pour les autorails. Ainsi donc, ces vendeurs de sandwiches qui montent de plusieurs gares comme Sétif, Bordj Bou Arreridj et Béni Mansour commercialisent des casse-croûtes, des mhadjeb, des gaufrettes, des gâteaux, des bouteilles d'eau minérale, des sodas... Ce sont de jeunes adolescents et même des pères de famille qui exercent ces jobs saisonniers, histoire de glaner quelques sous pour joindre les deux bouts, surtout en cette période l'Aïd El-Adha et la prochaine rentrée sociale où les dépenses vont s'accroître inexorablement pour bon nombre de ménages. «Le train de mer qui

relie les villes de Sétif et Béjaïa n'est pas pourvu en wagon-bar, ce qui nous permet de vendre des produits alimentaires aux voyageurs pour atténuer un peu la dureté du voyage. Moi, je suis père d'une famille nombreuse, gardien de mon état et mon salaire ne me permet pas de subvenir convenablement aux besoins de ma famille, alors je me vois obligé de vendre des sandwiches sur ce train pour joindre les deux bouts», dira l'un de ces vendeurs. Ainsi donc, les vendeurs de sandwiches renouent comme jadis avec les trains, néanmoins faut-il ne pas perdre de vue que ces en-cas qu'ils commercialisent ne sont toujours pas préparés dans de meilleures conditions d'hygiène, donc sujet à réserve.

Syphax Y.

Melbou

Le camping des myopathes prend fin

Devenu plus qu'un programme dans leur plan d'actions, les responsables de l'association des myopathes de Béjaïa (DEFI) ont tenu à organiser leur énième camping cette année dans la commune de Melbou, en dépit du manque de moyens financiers et logistiques. Ainsi, durant plus d'une semaine, soit du vendredi 26 juillet au lundi 5 août, plusieurs myopathes venus des quatre coins de la wilaya ont été invités à découvrir un autre monde de loisirs et de détente, différent de celui auquel ils font face le long de l'année. Bien que la majorité ont pris l'habitude de camper chaque été grâce à DEFI, pour d'autres, c'était une nouvelle découverte ô combien bénéfique. Prévu initialement à Béni Ksila, les organisateurs ont dû chercher un autre endroit pour des raisons liées aux autorisations notamment. «C'est devenu une coutume de l'association, un rendez-vous

incontournable à ne pas rater pour nos myopathes surtout, et pour nos adhérents aussi. Nous sommes tellement habitués à cet événement qu'attendent impatiemment nos malades, que si on ne l'organise pas on jugerait nul notre bilan», soulignera Nora Ait Abderrahmane, présidente de l'association DEFI. Heureuse et soulagée que le camping se soit

déroulé dans de bonnes conditions, la présidente rajoute: «Ce n'était pas facile pour nous d'organiser ce camping dans un endroit que nous ne connaissons pas parfaitement. Même lors des premières étapes, nous avons franchi tant d'obstacles avant que cela ne s'officialise enfin. Nous tenons à remercier le directeur de l'école primaire de Tizi Lwad, les

responsables communaux et ceux de la daïra de Souk El-Tenine pour leur bienveillance et leur générosité», a-t-elle fait savoir. Outre les sorties quotidiennes à la plage, les myopathes ont eu droit à différentes activités de divertissement, dont un concours de dessin, une course en fauteuils roulants et des séances de chants. En dehors du lieu de camping, même au

niveau de la maison de jeunes de Tizi War, ils ont pu apprécier quelques spectacles de clown et pièces de théâtre. Il convient de rappeler qu'avant de gagner leurs demeures dans une joie indescriptible, les myopathes ayant réussi aux différents examens de fin de cycle furent récompensés par les membres de l'association DEFI.

M. K.

Akbou

La poste en cours de restauration

Le bureau de poste d'Akbou, sis au niveau de la vieille cité urbaine, est en cours de restauration, est-il loisible de constater. «Le chantier est ouvert depuis un mois environ. La bâtisse sera restaurée de fond en comble. En sus de la réfection des revêtements intérieurs et extérieurs, du renouvellement de la menuiserie et de la modernisation des équipements, il est prévu divers aménagements de manière à offrir à nos clients un espace agréable, fonc-

tionnel et convivial», informe un responsable de la direction opérationnelle de wilaya d'Algérie-Poste. Et de préciser : «Ce projet est inscrit dans le cadre d'un plan de réhabilitation, de mise à niveau et de modernisation de nos structures, avec comme finalité la promotion d'un service public de qualité qui puisse répondre aux exigences de la clientèle et des usagers de la poste de manière générale». Notre interlocuteur assure que la fermeture

pour travaux de ce bureau n'impacte nullement le service d'Algérie-Poste dans l'agglomération d'Akbou. Et pour cause, souligne-t-il : «La ville d'Akbou est l'un des pôles urbains les mieux couverts en maillage infrastructurel. Quatre agences postales, implantées aux quatre coins de la ville, sont toujours opérationnelles. Le dernier bureau en date a été ouvert il y a quelques mois au quartier Hira Tahar».

N. M.

Aïn El-Hammam

Revoilà la pénurie du lait en sachet



S'il y a un sujet qui tient en haleine la population d'Aïn El-Hammam à longueur d'année, c'est sans conteste la distribution du lait en sachet dont le feuilleton est devenu quasi quotidien.

Elles sont rares les périodes où les chaînes pour le produit tant convoité ne débordent pas de la superette du centre, seule à en disposer à Michelet ville. On pensait que le problème allait

trouver une solution suite à une relative baisse de tension à la veille de l'été. Malheureusement pour les clients, ce n'était que temporaire. Depuis bientôt un mois, l'on assiste aux sempiternelles

chaînes humaines aussi longues qu'auparavant. Pire encore, les habitués de ces chaînes n'ont droit qu'à quatre sachets chacun, «pour satisfaire le plus grand nombre de clients», dit-on. À neuf heures, il n'y a plus un sachet dans les bacs. Les quantités limitées mises en vente sont vite épuisées. Dépit, un habitant de la ville dira que «le lait a pris la direction des villages», ajoutant que chaque soir, les commerçants remplissent leurs camionnettes de ce produit qui semble rentable. Le problème de la vente concomi-

tante qui n'est plus de mise en ville est déplacé vers les villages où les commerçants, qui ne sont jamais inquiétés par les services du commerce, agissent à leur guise. Ainsi, pour deux sachets de lait, payés d'ailleurs à 27 dinars l'unité, le consommateur est sommé de prendre du «lait de vache», d'ailleurs imbuvable pour certains, à cinquante dinars. Certains proposent du petit lait ou un autre produit qu'on leur a fourgué et dont ils doivent se débarrasser. De toutes façons, le produit est si demandé que les détaillants n'enregistrent jamais d'inventus. Malgré ces pratiques, les clients prennent leur lait et remercient le vendeur comme s'il leur avait rendu un service. Si certains acheteurs se désolent, en aparté, que les services concernés «ne contrôlent que les commerçants des villes», d'autres, des personnes âgées particulièrement, avouent qu'ils préfèrent payer deux dinars de plus, plutôt que de se faire malmener dans «des bousculades où on ne respecte ni les vieux ni les malades». Inutile de chercher les raisons de ces dysfonctionnements. Les principaux acteurs (distributeurs, détaillants et autres) se renvoient tous la balle.

A. O. T.

BOGHNI Projet des 104 logements promotionnels Les acquéreurs réclament leurs clés

Les travaux des 104 logements promotionnels sis au lieu-dit «Tirmitine-Boghni» sont achevés mais l'absence de certaines commodités retarde la remise des clés aux propriétaires. «J'ai visité les logements, il manque l'électricité et le gaz. L'eau est disponible. Mais on ne peut les habiter sans ces deux commodités essentielles», indique une émigrée ayant acquis un appartement dans cette cité. «Je croyais qu'en arrivant en Algérie, j'aurais les clés de mon appartement pour y passer les vacances. En vain. Pourtant, lorsque j'ai versé la dernière tranche, en septembre dernier, on m'a fait savoir que les logements seront prêts au plus tard dans deux mois. Et

voilà, une année après, ce n'est pas encore fait», regrette notre interlocutrice, qui exhibe son acte où l'on peut lire que toutes les tranches ont été payées. Nombreux sont les acquéreurs à être dans la même situation que cette émigrée. «Nous voulons nos clés. Nous avons attendu trop longtemps», ajoutera un autre acquéreur. On croit savoir que l'Agence foncière de Boghni a réglé les devis concernant les deux commodités. «Je me suis enquis de la situation, car ma sœur émigrée m'a délégué pour faire les démarches. Le directeur de l'Agence m'a répondu que les devis sont réglés depuis plus de deux mois. Donc, le problème est au niveau de la Sonelgaz», ajoute une autre

personne rencontrée sur place. Dans ce genre de situations, les procédures prennent un peu de temps. «Effectivement, les devis ont été payés. Seulement, la Sonelgaz doit entamer les procédures pour retenir une entreprise. Raison pour laquelle, il y a eu un peu de retard pour lancer les travaux de branchement d'électricité et de gaz. De toutes les façons, ils auront leurs clés dès que ces branchements seront faits et cela ne va pas tarder», nous confie une source proche de l'Agence foncière ayant requis l'anonymat. Il est attendu la mise en service de ces deux commodités pour remettre les clés aux acquéreurs de ces logements, impatients de les occuper. **Amar Ouramdane**

Aïn Zaouia

Un nouveau réseau électrique pour Azib Chikh

Le village Azib Chikh dans la commune d'Aïn Zaouia a bénéficié de la mise en service d'un nouveau réseau électrique. A noter que ce projet a été accordé dans le cadre du programme complémentaire de l'année 2014 pour le renforcement du réseau d'électrification rurale dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Dans cette commune, quatre sites ont été retenus par la Direction de l'énergie et des mines, en concertation avec les

autorités locales. Il s'agit, entre autres, de la réalisation de nouvelles lignes électriques de basse tension dans les zones éparses, aux villages Aït Maamar, Bouhamou, Ibrouham et Azib Chikh. En termes d'avancée et de réception des travaux, seulement deux sites délimités ont vu la mise en service du réseau dans les habitations, dont le village Azib Chikh. En effet, après de longues années d'attente, les familles privées d'électricité ont accueilli

avec une grande joie l'opération de pose de compteurs et de raccordement au réseau électrique. C'est la fin du calvaire, notamment des résidents du lieu-dit «Ighil Belazizi», dont les habitants étaient contraints de s'alimenter à l'aide de câbles à partir des anciennes demeures abandonnées et situées à plus de 600 m. Les chutes de tension, en hiver comme en été, rendaient leur vie quotidienne difficile. Mais ce n'est plus le cas mainte-

nant. Aussi, avec l'arrivée du gaz dans cette zone, le village aura atteint un taux de 95 % de couverture des deux énergies. Enfin, il faut signaler qu'hormis les villages Azib Chikh et Aït Maâmar où deux projets de réalisation de réseaux ont été concrétisés, toujours dans le cadre du même programme, les sites de Bouhamou, d'Ibrouham et de Mechmel demeurent toujours en instance d'exécution des travaux.

M Haddadi.

Taurirt Moussa

Les immondes envahissent le village



Les citoyens du village Taurirt Moussa dans la commune d'Aït Mahmoud relevant de la daïra de Béni Douala pâtissent du cumul des ordures dans les bacs déposés tout le long de l'artère principale, et ce depuis plus d'une semaine. En effet, les immondes s'amoncellent offrant une image hideuse du village. Des odeurs désagréables s'en dégagent, au grand dam des habitants, en plus du fait que cela attire les chiens errants, qui représentent un véritable danger pour les villageois. Malgré leurs réclamations aux services concernés, le problème perdure, car la commune ne dispose que d'un seul camion pour la collecte des ordures. «Un seul camion pour répondre aux besoins de neuf villages, c'est impensable ! Notre commune est privée de beaucoup de moyens essentiels. Les responsables en place doivent veiller à ce qu'elle soit au moins dotée du minimum», indique un membre du comité de village.

L'édile communal et son équipe, qui ont pris les commandes de la commune, après plus de 18 mois de blocage, auront la tâche difficile, car l'APC d'Aït Mahmoud accuse du retard sur tous les plans, notamment en ce qui concerne les PCD et les PSD. Le développement communal piétine depuis des dizaines d'années, chose à laquelle les premiers responsables doivent faire face. «Nous avons beaucoup de retard à rattraper mais nous ferons de notre mieux pour parer à cette situation durant le temps qui reste avant la fin de notre mandat», dira un élu. Pendant ce temps, le village, qui reçoit en moyenne 100 visiteurs par jour, surtout durant la saison estivale, est défiguré par les ordures. A noter que les citoyens ont une part de responsabilités dans cette situation. En effet, lorsque les bacs sont remplis, ils jettent les sachets d'ordures par terre, ce qui complique la tâche des agents de la collecte des ordures.

Lyes Mechouek

Timizart

Adrar n'djemaa g Ighil ravagé par le feu

Le mont Adrar n'djemaa g Ighil, qui s'étend de Souk El-Had jusqu'au village Iadjemat, dans la commune de Timizart, a été ravagé par un violent incendie, qui s'est déclenché au milieu de l'après-midi de mercredi passé. En effet, une épaisse fumée s'est vite formée au-dessus du mont pendant que les flammes consumaient tout sur leur passage. Le peu de pistes agricoles qui existent ont compliqué l'accès à ce haut lieu de verdure, notamment aux véhicules de la Protection civile qui ont trouvé toutes les peines pour rallier le foyer d'incendie. «Nous n'avons aucun moyen pour freiner l'avancée du feu», regrette un villageois d'Iadjemat. Qu'à cela ne tienne ! La bonne mobilisation des villageois riverains à ce majestueux mont a contribué à limiter les dégâts. D'ailleurs, après l'extinction du feu, les lieux sont devenus hideux. La verdure de cette montagne est devenue noire, offrant un paysage composé de carcasses d'oliviers et de figuiers brûlés.

Farhat Tidjedam

SOUR EL-GHOZLANE Quartier *Kahlal* *Messaoud*

Le ramassage des ordures défaillant

Les habitants de la cité «Kahlal Messaoud», dans la commune de Sour El-Ghozlane (au sud de la wilaya de Bouira), se plaignent prolongée des services de ramassage des ordures. Une situation qui s'est accentuée notamment en cette saison estivale. Selon des résidents, il est rare de voir les services de la voirie effectuer le ramassage des ordures, qui restent abandonnées parfois durant toute une semaine. Ce qui n'est pas sans provoquer beaucoup de désagréments aux habitants qui subissent les odeurs nauséabondes et la prolifération insupportables des insectes, des rats et animaux errants. En effet et au sein même ou à la sortie de cette importante agglomération urbaine, des débris jonchent le sol et donnent une mauvaise image de cet ensemble d'habitations. Une décharge sauvage s'est même créée, sans que les services concernés daignent procéder à son éradication définitive. Les habitants qui ne voient pas la situation s'améliorer demandent un passage régulier des services de ramassage. «Le camion benne à ordures ménagères doit passer quotidiennement. On ne peut plus continuer à subir les puanteurs dues au laisser-aller des services dont la tâche est de veiller sur le cadre de vie des citoyens», s'est emporté un habitant qui interpelle les services concernés censés veiller sur la propreté et l'hygiène du citoyen : «Nous avons signalé ce problème, qui date du mois de juin, aux autorités locales à maintes reprises, en vain. La situation reste inchangée et elle s'aggrave encore de jour en jour. Nous avons tenté d'éliminer s'est formée à l'intérieur du quartier par nos propres moyens. Peine perdue, la décharge commence déjà à se reconstituer, en raison également de l'incivisme de certains citoyens, mais aussi de la défaillance des services de collecte de la municipalité», conclut notre interlocuteur. Massinissa A.

La Direction de l'emploi assiégée

Les jeunes du pré-emploi protestent !

Avant-hier, plusieurs dizaines de jeunes fonctionnaires sous contrats DAIP et pré-emplois se sont rassemblés devant la Direction de l'emploi de Bouira.



Ils réclamaient leur intégration dans les postes qu'ils occupent depuis plusieurs années et dans différents secteurs. Ces jeunes fonctionnaires ont aussi réclamé l'amélioration de leurs conditions de travail et une revalorisation de leurs salaires, qui sont de l'ordre de 15.000 DA. Les protestataires ont également dénoncé des retards récurrents dans le versement de leurs paies : «Le cadre dans lequel nous avons été recrutés est flou. Nous ne savons pas si un jour nous finirons

par être recrutés dans les postes que nous occupons aujourd'hui ou pas ? Malheureusement, aucun responsable, ni à l'échelle locale ni à l'échelle nationale, n'accorde de l'importance à notre dossier, qui date de 2009», se lamente Chafik, un jeune universitaire occupant un poste, au sein de la Direction de l'éducation locale. Notre interlocuteur affirme que les jeunes du pré-emploi ont la même charge de travail que les fonctionnaires permanents : «Nous travaillons comme les autres fonctionnaires. Nous avons les mêmes devoirs mais pas les mêmes droits et nous ne savons même pas si ces années de travail

dans le cadre de ces contrats seront comptabilisés dans nos retraites ou pas ?», s'est-il interrogé. Les protestataires ont aussi affirmé que depuis le lancement de cette formule de recrutement par l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), seules les entreprises à caractère économique (privées et publiques) ont respecté les termes de ces contrats et remplis les exigences du recrutement définitif de leurs titulaires : «Certains jeunes ont travaillé pendant 9 années avec cette formule mais, en aucun cas, ils ont été recrutés dans leurs postes respectifs. Les directions de la Fonction publique n'accordent aucun avantage aux jeunes

du pré-emploi, lors des opérations de recrutement, ne serait-ce qu'un ou deux points de plus dans l'étude des dossiers (...). Nous réclamons, aujourd'hui, une solution définitive à cette situation de précarité», ajoute un autre protestataire. A noter qu'un mouvement de grève national des jeunes recrutés dans le cadre des contrats du pré-emploi sera enclenchée au mois de septembre prochain avec comme seul mot d'ordre, le recrutement définitif de l'ensemble des contractuels et dans l'ensemble des secteurs.

Oussama Khitouche

Selloum

Le bétonnage des ruelles lancé

Les travaux du projet du bétonnage des voies d'accès du village de Selloum, dans la commune d'Aghbalou viennent d'être lancés cette semaine, apprend-on auprès d'un des représentants du comité du village. D'un montant de plus de deux (02) millions de dinars, le projet en question a été accordé dans le cadre des plans communaux de développement (PCD) de l'année 2019. Sur le projet, le même représentant dira qu'il vient à point nommé pour améliorer le cadre de vie des villageois en proie à la dégradation depuis plusieurs années et surtout mettre fin aux contraintes que rencontrent au quotidien les villageois dans leur déplacement. A propos de ces contraintes, notre interlocuteur a expliqué qu'«en hiver, les voies d'accès du village sont inondées par les eaux pluviales et remplies de boues alors qu'en

été ce décor laisse place à la poussière». «Les ruelles du village sont dans un état chaotique et difficiles d'accès. Les eaux de pluie ont creusé des sillons et ce, en raison de l'absence d'ouvrage de drainage. Tout cela n'a fait qu'accentuer les problèmes des habitants qui éprouvaient des difficultés à se déplacer et à circuler», confie notre interlocuteur et d'ajouter : «Avec le projet de bétonnage qui vient d'être lancé, le cadre de vie des citoyens va nettement s'améliorer et ne sera que meilleur». Il faut signaler que ce projet d'aménagement des ruelles intervient quelques semaines après la fin des travaux de raccordement au gaz de ville d'une centaine de foyers du village au relief escarpé. Une commodité vitale qui, il faut le rappeler, a été maintes fois réclamée par les villageois qui faisaient face à des hivers très

rudes. Désormais le village de Selloum est raccordé au réseau gaz de ville à hauteur de 90%. À présent, il ne reste que quelques zones éparses à raccorder à cette énergie vitale. Aussi et en matière d'AEP, pratiquement tous les foyers sont alimentés en eau potable. Par ailleurs, un important projet est sur la voie d'être lancé au niveau du village. Il s'agit de l'aménagement d'un tronçon de deux (02) km de la RN 15 traversant la localité. Un tronçon en proie à la dégradation depuis plusieurs années. Il aura fallu beaucoup de démarches et de sollicitations du comité des sages du village pour arracher une opération de réhabilitation de ce tronçon. En tout cas, tous ces projets de développement vont permettre d'améliorer un tant soit peu le cadre de vie des villageois de Selloum.

D. M.

AHNIF Alors que le stade est dégradé

La maison des jeunes toujours fermée

L'unique maison des Jeunes, située au chef-lieu communal d'Ahnif, est toujours fermée à cause de l'absence du personnel. A cet effet, les jeunes de cette localité ne trouvent pas d'espaces de loisirs et de culture et sombrent dans le vide et le désœuvrement. «La maison des Jeunes est toujours fermée. C'est dommage pour nous qui avons besoin de pareil espace de culture et de loisirs.

Auparavant, il y avait au moins quelques sections animées au sein de cette structure qui nous permettaient de faire de la musique, de l'informatique, du dessin et du théâtre. Mais aujourd'hui, aucune activité n'est dispensée dans cette maison des Jeunes fantomatique», se plaint un jeune de cette localité. Et de poursuivre : «J'espère que les responsables du secteur de la jeunesse et des sports vont

prendre en considération ce problème et permettre à cet espace de rouvrir ses portes et se doter du nécessaire, comme le personnel et le matériel.» Quant au stade communal du chef-lieu, il n'est pas mieux loti et se trouve dans un état lamentable. Le terrain demeure toujours impraticable, ce qui dissuade les jeunes de ce village à y pratiquer le football. Même le club phare local, le FC

Tamellaht, ne reçoit pas dans ce stade durant les rencontres du Championnat de wilaya, car le terrain est «hors-jeu». Ce club, qui renferme des éléments talentueux, est victime du manque de moyens, dont un stade engazonné en bonne et due forme. «Plusieurs requêtes ont été adressées aux collectivités locales afin de réhabiliter le stade communal et le doter de gazon synthétique mais, hélas,

elles sont toutes restées lettre morte depuis belle lurette. Ce terrain mérite un aménagement de fond en comble, car il est dans un état lamentable. Il faudra des vestiaires, un terrain en gazon synthétique, des gradins, un grillage, des terrains de proximité et pleins d'autres choses pour son bon fonctionnement», préconise un autre jeune de la localité.

Y. S.

BOUDJIMA Nostalgie, histoire et culture

Il n'y a que les vieux qui se souviennent du marché de Boudjima. À l'endroit où il se tenait chaque jeudi, s'élèvent de nos jours des bâtiments et des milliers de logements.

Les allées qui séparaient les stands sont aujourd'hui recouvertes de bitumes et bordées de trottoirs. De nos jours, n'entend plus les cris des vendeurs mais des klaxons provoqués par les embouteillages qui se forment aux intersections de cette petite ville. Jadis, l'on voyait affluer vers cette petite bourgade, des marchands de toutes les régions de la wilaya, voire de toute l'Algérie. Des vieux interrogés se souviennent des marchands venant du Sud et du Maroc. Les populations locales vivaient de ce lieu qui permettait l'échange, l'achat ou le troc de produits divers. Vivant de l'agriculture de montagnes et de

Il était une fois le marché du jeudi...



quelques métiers traditionnels, celles-ci trouvaient en ce marché une occasion en or pour écouler

leurs produits pour se faire de l'argent. Ce marché très connu était classé parmi les plus grands

carrefours marchands de toute la Kabylie. Le client pouvait trouver tous les produits qu'il recherche. L'existence de ce marché permettait aussi l'expansion de l'activité agricole de montagne. Les gens pouvaient écouler l'huile d'olive produite localement ainsi que tous les produits de leur terre. Ce qui faisait vivre un grand nombre de familles. D'autres activités tenaient place dans ce marché. Il s'agit des métiers comme le maréchal-ferrant, l'arracheur de dents et autre guérisseur ou vendeur de substances médicinales. Quelquefois venaient aussi des magiciens. Les vieux se souviennent avec nostalgie des coiffeurs qui tenaient place au marché. Mais hélas, aujourd'hui, ce marché ancestral a disparu. Les conséquences de sa disparition sont vite ressenties sur la vie économique et commerciale locale. Une perte colossale pour la commune de Boudjima qui perd une

source inépuisable de revenus fiscaux. D'autre part, sa présence au niveau local, sera un lieu où les producteurs locaux écouleront leurs marchandises constituées essentiellement de l'activité agricole et d'élevage. Le développement de l'activité économique va de paire avec l'activité commerciale et la disparition du marché est un frein qui a conduit au déclin de l'activité agricole locale. Enfin, au-delà de son rôle économique, le marché joue un rôle éminemment sociologique. Jadis, c'était là qu'étaient annoncées les dates des fêtes religieuses que les «berrahs» annonçaient. Et c'était là aussi qu'on se faisait inviter aux fêtes familiales et qu'on réglait des affaires. En somme, le marché hebdomadaire était un canal de communication par excellence.

Akli N.

Tizi Ouzou

Ateliers d'initiation au théâtre

Dans le cadre de la saison estivale, la direction de la culture organise à travers les différentes localités de la wilaya des ateliers de théâtre et d'expression corporelle au profit des associations culturelles. Pour le premier cycle de formation, treize adhérents de 15 à 24 ans composés de collégiens, lycéens et étudiants de l'association Imnar du village Afir suivent un atelier d'initiation au théâtre animé par l'ex-étudiante de l'ISMAS (Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio-visuel) Louiza Zanonue qui a débuté le 4 août dernier et qui se poursuivra jusqu'au 15 du mois en cours à la bibliothèque de Tigzirt. Les mêmes participants auront droit à une autre formation d'expression corporelle à la maison de la culture Mouloud Mammeri du 18 au 25 août.

L'atelier sera animé par Fariza Chemakh, titulaire d'un master en anglais spécialisé en arts dramatiques. Selon Chemakh, la formation d'initiation demande de la souplesse et une préparation physique qui reste dans le cadre du théâtre. «L'expression corporelle est la base. Dans le théâtre, c'est une sorte de chorégraphie. Au lieu d'utiliser le texte entre les comédiens, on peut utiliser les expressions du corps pour exprimer la douleur, la joie... Il y a des expressions spéciales pour chaque situation», a-t-elle expliqué. «Le théâtre n'est pas seulement un métier pour faire carrière, c'est également un moyen pour les enfants pour dépasser leur timidité. On leur apprend à respirer, à gérer la voix... La diction est le premier exercice qui se fait au théâtre», a-t-elle ajouté. La directrice de la culture, Nablia

Goumeziane, a souligné : «Les formations sont initiées cette année durant la saison estivale du moment que la plupart de notre jeunesse est libre. On continue dans l'investissement dans le domaine de la formation et l'éducation pédagogique pour les différents segments de la culture, notamment cette fois-ci on a commencé par le théâtre parce que nous avons un personnel adéquat instruit ayant une formation dans le domaine qui peut éventuellement satisfaire la demande croissante du mouvement associatif qui est porteur justement de la culture et de cette transmission qu'on souhaiterait la plus large possible. Il y a une adhésion assez importante de nos jeunes dans nos associations. Cette apprentissage rentre dans le cadre de la promotion du théâtre à Tizi-Ouzou, ça vient en appui au

travail qui se fait que se soit par les coopératives ou par le théâtre régional Kateb Yacine». Mme Goumeziane précise : «On a commencé ce stage avec une association pilote qui va porter ce projet, ça sera bien entendu une formation continue à chaque fois que l'occasion se présentera pour les adhérents qui vont bénéficier de cette dernière que nous allons élargir pour les autres associations qui souhaiteraient s'investir également dans le domaine de la formation pédagogique». Pour conclure, la responsable dira : «Le mouvement associatif a besoin d'être orienté et encadré et je pense que c'est l'une des missions de la direction de la culture».

Sonia Illoul

LITTÉRATURE Prix des Cinq continents de la Francophonie

Ryad Girod parmi les finalistes

Ryad Girod, récipiendaire du prix Assia Djebar, a été sélectionné par le jury du prix des Cinq Continents pour son œuvre «les yeux de Mansour» (éditions Barzakh). Il est aux côtés de Sarah Mann (France), Michel Layaz (Suisse) ou encore Makenzy Orcel (Haïti). Pour rappel, un autre auteur algérien, Kamel Daoud, avait été lauréat du même prix en 2014 pour «Meursault, contre-enquête». Les cinq comités de lecture membres du jury ont fait leur choix quant à la sélection des finalistes du Prix des Cinq continents de la Francophonie. Dans le cadre de cette 18e édition, 10 ouvrages parmi 120 participants furent sélectionnés afin de se tailler une place en lice pour ce prestigieux prix. Créée en 2001 par l'Organisation internationale de la Francophonie, cette reconnaissance récompense un roman témoignant d'une expérience culturelle spécifique enrichissant la langue française. Le Québec est

représenté cette année par l'écrivain Gilles Jobidon, auteur du livre Le tranquille affligé paru aux éditions Leméac. Présidé par l'écrivaine et animatrice française Paula Jacques, le jury international rendra sa décision en octobre prochain. En attendant le résultat de cette délibération, voici les 10 finalistes du Prix des Cinq continents de la Francophonie : Après la mer d'Alexandra Feraga (France) aux éditions Flammarion (France). Camarade papa de Gaux (Côte-d'Ivoire) aux éditions Le Nouvel Attila (France). Je suis seul de Beyrouk (Mauritanie) aux éditions Elyzad (Tunisie). Là où les chiens aboient par la queue d'Estelle Sarah Bulle (France) aux éditions Liana Levi (France). Le fil des anges d'Ester Mann et Lévon Minasian (France et Arménie) aux éditions Vents d'ailleurs (France). Le tranquille affligé de Gilles Jobidon (Canada) aux éditions Leméac (Canada). Les yeux de

Mansour de Ryad Girod (Algérie) aux éditions P.O.L (France). Maître-minuit de Makenzy Orcel (Haïti) aux éditions Zulma (France). San Perdido de David Zukerman (France) aux éditions

Calmann-Lévy (France). Sans Silke de Michel Layaz (Suisse) aux éditions Zoé (Suisse) Le gagnant remportera une somme de 10 000 euros, en plus de voir son œuvre promue sur la scène littéraire internationale

durant une année complète sous la supervision de l'Organisation internationale de la Francophonie. L'an dernier, c'est Jean Marc Turine qui avait remporté l'honneur grâce à La théo des fleuves (Esperluète).

Concert

Djam à l'Opéra d'Alger le 21 août



Alger ouvrira ses portes à un concert de l'artiste Djam le mercredi 21 août prochain.

L'idole des jeunes qui ne manque plus de faire l'actualité musicale du moment proposera certains de ses meilleurs morceaux à son public. C'est à l'Opéra d'Alger que Djam donnera un concert, à 21h, accompagné de son groupe de musiciens. Pour rappel, l'artiste qui est auteur, compositeur et interprète, opère dans un genre alternatif qui mêle à la fois rythmes énergiques et textes percutants. Explorant des thèmes aussi variés que la politique ou les relations humaines, il écrit dans un langage qui parle aisément à la nouvelle génération. Par ailleurs, sa carrière qui ne cesse plus d'exploser le propulse aussi bien sur les scènes musicales que sur le petit écran.

LFW BÉJAÏA

Saison 2019-2020

Le RC Ighil Ali accède en division Honneur

Bonne nouvelle pour les amoureux et les fans du club du Racing Club d'Ighil Ali qui évoluait la saison passée (2018-2019) dans le groupe pré-honneur Béjaïa. Un palier dominé par deux équipes, à savoir la Jeunesse Sportive de Djermouna qui a terminé champion du groupe avec un total de 45 points et une seule unité d'avance sur le dauphin, la Jeunesse Sportive de Melbou dans un palier composé seulement de douze équipes avant que l'IRB Bouhamza ne déclare forfait dès l'entame de la phase retour. Le RC Ighil Ali a terminé troisième avec 43 points récoltés accède, ainsi, au palier Honneur Béjaïa suite à l'accord qui aurait été donné par la fédération algérienne de football à la ligue de football de la wilaya de Béjaïa afin de compléter le nombre de club de ce groupe (Honneur), sachant que ce dernier était déjà amputé d'un 16e club après le retrait du NRB Taskriout avant même l'entame de l'exercice écoulé (2019-2020). C'est dire que le RC Ighil Ali y cru jusqu'au bout, en terminant sur le podium, qui lui a ouvert officiellement les portes du palier Honneur Béjaïa, où il évoluera la saison prochaine (2019-2020).

R. M.

LFW TIZI OUZOU

Test de présélection pour arbitres

38 candidats admis

Comme déjà annoncé dans l'une de nos précédentes éditions, la Ligue de football de Tizi-Ouzou, par le biais de la Commission d'arbitrage et de formation, a organisé, jeudi matin, au niveau du CEM Base 6, sis cité Bekkar, un test de présélection pour le stage d'arbitre de niveau 1. Les quarante trois candidats, qui étaient au rendez-vous, ont été soumis à un examen (écrit et oral). Ce dernier s'est déroulé dans de bonnes conditions. En effet, les examinateurs et membres du jury ont mis les candidats dans de bonnes dispositions, ce qui a permis de décriper l'atmosphère et de libérer ces derniers, notamment lors de l'épreuve orale. La correction s'est faite juste après par les examinateurs et membres du jury, qui ont retenu trente-huit, dont six filles. La liste des admis a été publiée, jeudi, sur le site de la Ligue. A noter que les lauréats sont convoqués pour mercredi prochain à 9h, au siège de la Ligue, pour une prise de contact mais aussi pour terminer les formalités administratives du stage, prévu du 17 au 23 août, au niveau de l'auberge de Tizi Rached. Un séjour en internat au cours duquel il sera prodigué aux stagiaires des cours intensifs portant sur la législation de l'arbitrage, notamment les lois du jeu, le règlement de l'arbitre et ceux régissant la compétition.

Z. L.

US BÉNI DOUALA Consacré essentiellement au travail physique

Fin du stage d'Aïn El Hammam

Après presque une semaine de préparation intense à Aïn El-Hammam, avec du biquotidien, l'équipe de l'US Béni Douala est rentrée, avant-hier, au bercail.

Le staff technique, à sa tête Arezki Amrouche, aidé par ses collaborateurs, Lamara Douicher, Rahim Halata et le coach des gardiens Alik Djamel, est satisfait du travail accompli par les joueurs. En effet, ces derniers ont tenu le coup, en répondant favorablement à la grande charge de travail à laquelle ils ont été soumis depuis dimanche dernier, au stade d'Abi Youcef. Les coéquipiers de Belgacem Amar Mohamed Saïd étaient exemplaires durant ce stage, où toutes les conditions étaient réunies par la direction de l'USBD. A noter que les poulains d'Arezki Amrouche ont effectué leur dernière d'entraînement au stade d'Abi Youcef, avant-hier dans la matinée. Après avoir pris leur déjeuner, ils ont quitté l'auberge



des jeunes Djurdjura, vers 13h30. Direction : le stade du 1er-Novembre, où le coach Amrouche a programmé une deuxième séance de travail consacrée au volet technique. Les joueurs ont disputé vers la fin un petit match d'application. Amrouche en a profité pour se réunir avec eux et leur accorder quatre jours de repos. Mais il leur a exigé d'entretenir leur forme pendant ces quatre jours, avec des footings individuels de 30mn et plus. Quant à la reprise, elle est fixée pour ce mardi à partir de 16h, au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou.

Un deuxième stage à Souidania

Prévu initialement à Tixeraïne, le deuxième stage aura lieu finalement à l'auberge de Souidania. Les coéquipiers de Belgacem Yadaden s'entraîneront jusqu'à jeudi à Tizi-Ouzou, avant de rallier Souidania, vendredi prochain. Le stage se déroulera du 16 au 25 du mois en cours et sera consacré au volet tactique et aux matchs amicaux. Le staff technique tentera de programmer trois à quatre matchs pour tester les joueurs et avoir une idée générale sur l'équipe-type, qui débitera la nouvelle saison qui se profile à l'horizon.

Lyès Saïdi s'engage

Parmi les nouvelles recrues qui se sont engagées avec l'US Béni

Douala cet été, on retrouve l'ex-joueur de la JS Kabylie, du MCO, de la JSMB et de l'ASO Chlef Lyès Saïdi. Un renfort de qualité pour l'US Béni Douala, vu que ce joueur a de l'expérience. Ce sera certainement d'un grand apport pour les jeunes qui composent l'effectif de l'équipe, cette saison. Lyès Saïdi a rejoint l'USBD au milieu du stage et n'a pas trouvé de difficultés pour rattraper son retard dans la préparation. Il est en pleine forme et avec ce deuxième stage, il sera plus performant. Il est à signaler que Lyès Saïdi peut jouer comme arrière droit, mais son poste de prédilection est milieu récupérateur. Il peut même évoluer comme milieu offensif.

Massi Boufatis

Inter-régions

Le MB Bouira entame la préparation

Le Mouloudia de Bouira a entamé sa préparation de pré-saison, en prévision de la saison sportive 2019/2020, mercredi dernier, au stade Bourouba Saïd de Bouira, et ce en présence d'une trentaine de joueurs. Cette entame se veut, selon les dirigeants du club, un simple contact entre les joueurs, les entraîneurs et le staff dirigeant, conduit par Ahcène Gaci, en attendant de commencer les choses sérieuses, après la fête de l'Aïd El Adha. Ainsi, le nouveau coach Hamdani Mohamed, qui connaît bien la maison pour avoir été le préparateur physique du club, il y a quelques saisons, a basé son travail sur des tours de piste appuyées par des rencontres d'application entre les joueurs (les nouveaux et les anciens). Sur la trentaine de joueurs présents,

seuls 24 disposent d'une licence. Les autres n'ont pas encore été officiellement recrutés. La décision de leur recrutement est du ressort de l'entraîneur en chef Mohamed Hamdani et de son assistant Tabouni Zahir, alors que l'ancien portier du club Maayouf (Perruzzi) a été appelé pour s'occuper des gardiens de but. Côté joueurs, dans la cage, un seul gardien était présent. Il s'agit du jeune Aït Ali, car Ouamrane souffre d'une fracture du doigt qu'il a contractée lors d'une rencontre inter-quartiers, ce qui a suscité la colère des dirigeants. Toutefois, le MBB attend toujours un troisième gardien. Dans ce sens, plusieurs noms ont été cités. Ahcène Gaci devrait trancher incessamment. A signaler le retour de l'attaquant Farid Karoun, après deux saisons

passées au NR Dely-Ibrahim. Ceci dit, la nouvelle direction a préféré laisser intacte l'ossature du club. Elle est, pour rappel, composée du capitaine et patron de la charnière défensive, Amine Saidoune mais aussi Hamza Belouarem, Omar Allouache, Hamza Fethi et Akil. Après une pause de quelques jours à l'occasion de la fête de l'Aïd, la reprise des entraînements aura lieu. L'équipe effectuera un stage bloqué de dix à quinze jours, au niveau du stade OPOW Rabah Bitat de Bouira qui dispose de toutes les commodités, à savoir : un hôtel, des moyens de récupération et une piscine olympique juste à côté.

M'hena A.

US Soummam

Prospection chez les jeunes

L'US Soummam, qui évolue dans le palier de la régionale 2 affiliée à la Ligue régionale d'Alger, avait sauvé sa peau de justesse en terminant douzième avec 35 points, coiffant ainsi au poteau, la JS M'Chedallah (13e avec 35 points) et l'O Tizi-Rached (14e avec 34 points), qui ont accompagné les deux derniers au classement, le FC Tamelaht (15e avec 18 points) et l'OS Mouldiouane (16e avec 16 points) vers les championnats Honneur de leurs wilayas respectives. Les dirigeants du club

devraient refaire leurs calculs pour la saison prochaine, afin d'éviter de vivre dans une pression terrible et par la même occasion éviter de vivre le même scénario du syndrome de la rétrogradation qui hantait le club jusqu'aux dernières rencontres, avant de sauver sa peau de la descente. Chez les jeunes catégories, la direction du club avait décidé d'entamer la prospection chez les jeunes catégories, qui aura lieu après la fête de l'Aïd El-Adha, soit dès mardi prochain. Pour cette journée, la catégorie concernée sera

les U19 avec des jeunes nés entre 2001 et 2002. Une sélection qui s'étalera sur trois jours (Mardi, mercredi et jeudi prochains à partir de 16h). Pour les U17, soit les jeunes nés entre 2003 et 2004, ce sera aussi sur trois jours, soit de vendredi prochain au dimanche 18 août à partir de 16h. Enfin, pour la 3e catégorie, qui concerne celle des U15 (Joueurs nés entre 2005 et 2006), ce sera du lundi 18 au mercredi 21 août à la même heure. Lesdites prospections auront lieu au niveau du stade Ben Allouache Salah. «Jeunes joueurs

de la wilaya de Béjaïa, ceci vous concerne. Vous n'avez pas eu la chance d'être retenus parmi l'effectif des deux clubs de l'élite (MOB et JSMB)? Ce n'est pas grave, l'US Soummam vous donne l'opportunité d'évoluer dans un club de la Régionale et dans un niveau acceptable», lit-on sur la page facebook du club. C'est dire que les dirigeants sont plus que jamais décidés à dénicher les oiseaux rares qui seront les porte-flambeau des seniors à l'avenir.

Rahib M.

FAF La sanction relative à la défalcation de trois points annulée

La Commission de recours de la FAF a rendu son verdict, avant-hier, à propos de la sanction infligée à la JSK (défalcation de 3 points) dans l’affaire dite «Arama-Mellal».

La JSK soulagée



Deux jours après avoir entendu le président de la JSK, Cherif Mellal, ladite commission a tranché, en notifiant par fax, avant-hier, sa décision à la direction du club cher à la Kabylie. Une décision portant sur l’annulation de la sanction ayant trait à la défalcation de trois points pour la saison 2019-2020 à la JSK et au CSC. Aussi, la sanction de deux années infligée au président de la JSK, Cherif Mellal, et à l’ex-manager général du CSC, Tarek Arama, par la Commission de discipline de la LFP a été confirmée. Il en est de même pour l’amende d’un million de dinars infligée aux deux clubs. A noter que l’annulation de la sanction de défalcation de trois points, définitive et sans appel, a été bien accueillie par les

dirigeants et les supporters de la JSK à moins d’une semaine du coup d’envoi de la nouvelle saison. Une bonne nouvelle pour les fans des Jaune et Vert, qui étaient ravis que leur équipe ait été rétablie même en partie dans ses droits, puisque la sanction du match perdu face au CABBA, gagné pourtant sur le terrain, est maintenue. D’ailleurs, jeudi et hier, les commentaires sur le sujet allaient bon train et tout le monde semblait soulagé par la décision prononcée à l’encontre de la JSK pour manque de base légale. Pour rappel, Tarek Arama et Cherif Mellal ont été suspendus, le 20 juin dernier, par la LFP pour une période de deux ans

fermes de toute fonction officielle et/ou activités en relation avec le football. Outre la suspension de 2 ans, la Commission de discipline avait proposé une radiation à vie de toutes compétitions ou activités sportives pour les deux responsables. Elle a également décidé de défalquer trois points aux deux équipes pour la saison prochaine. Ces sanctions font suite aux déclarations aux médias des présidents du CS Constantine et de la JS Kabylie à l’issue de la dernière journée de la saison 2018-2019.

Vers la tenue d’une AG des actionnaires

Selon certaines indiscretions, une Assemblée générale des actionnaires se tiendra bientôt. En effet, d’après une source crédible, elle aura lieu le 25 du mois en cours, juste après le match retour du premier tour éliminatoire de la Ligue des Champions d’Afrique, qui opposera la JSK à Al-Merreikh et dont la date et le lieu ne sont pas encore définis du moins jusqu’à hier, en milieu de journée. La confirmation par la Commission de recours de la sanction de deux années fermes infligée au président Cherif Mellal, qui est interdit de toute fonction officielle, sera également mise sur la table des discussions des actionnaires, lors de cette prochaine rencontre où il sera question de débattre la situation du club le plus titré du pays et notamment la question de la présidence. Le changement à la tête du Conseil d’administration de la SSPA/JSK serait, selon des sources crédibles, l’une des décisions attendues, lors de cette Assemblée. On a appris, d’autre part, que deux candidats seraient déjà emballés par l’idée de prendre en main les destinées du club. En attendant la tenue de cette réunion, les rumeurs continuent de faire fureur sur les réseaux sociaux.

Z. L.

JSM BÉJAÏA Championnat de Ligue 2 Mobilis

Le CSA paye les frais d’engagement

Après une période de doute, suite au non-paiement de l’engagement, alors que la date limite (8 août) approchait à grands pas, le président du CSA, Belkacem Houassi, a fini par payer les frais d’engagement de la JSMB pour la nouvelle saison, jeudi dernier. Il a également réglé les 20 millions d’amende, après avoir dépassé la date du 31 juillet. A noter que ces frais s’élèvent à 250 millions. Cette louable initiative a soulagé la famille béjaouie, qui a vécu un jeudi de doute surtout après le point de presse du DG de la société, qui avait parlé du danger qui guette le doyen des clubs kabyles. A noter que la JSMB n’a pas encore payé les amendes de la saison écoulée de l’ordre de 216 millions. Une somme à payer avant le début du

Championnat pour démarrer la saison avec zéro dette. Un autre problème a surgi, à la fin du stage, quand les joueurs avaient réclamé leur argent, qui s’élève à 3 mensualités. Tant que la situation juridique du DG n’est pas réglée, le club va connaître des turbulences et probablement la grève des joueurs, après l’Aïd. Certes, le président du CSA veut transférer 2 milliards dans le compte de la société, qui est bloqué, mais aucun signataire n’est habilité à le faire, ce qui peut compliquer la situation de la JSMB. Il convient de noter que Bouldjloud a proposé à Houassi de payer les joueurs avec des décharges à signer entre les deux parties et des pièces justificatives, en attendant le règlement de cette situation. Sur un autre volet, Bouldjloud sou-

haite demander une dérogation du MJS pour une durée de 3 mois afin que le CSA gère la société, en attendant le règlement définitif de la situation. Signalons que la délégation de la JSMB a regagné le pays, hier matin, après le stage de Tunisie. Les joueurs sont allés directement chez eux pour passer l’Aïd en famille. Ils ne reprendront les entraînements que mardi prochain à 17h pour un autre cycle de préparation précompétitif, lequel s’étalera jusqu’au début du Championnat programmé pour le samedi 24 août. Les gars de la Soummam recevront le WA Tlemcen, à 20h, dans un match qui se jouera à huis-clos, après les sanctions qui ont touché la JSMB, lors de la finale de la Coupe d’Algérie.

Z. H.

Liges 1 et 2 Mobilis

Pas de nouvelles licences pour les clubs endettés

Les clubs des deux paliers professionnels interdits de recrutement, seront dans l’obligation d’assainir leur situation financière avant la date butoir du 8 août à minuit pour pouvoir bénéficier des licences de leurs nouvelles recrues estivales, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF) mardi soir sur son site officiel. "La FAF rappelle que les

clubs professionnels des Ligues 1 et 2 Mobilis, interdits de recrutement, sont dans l’obligation d’assainir leur situation financière avant le jeudi 08 août 2019 à minuit. Passé ce délai, les clubs n’ayant pas pu assainir leur situation ne pourront pas bénéficier des licences de leurs nouveaux joueurs engagés pour la saison 2019-2020", a affirmé

l’instance fédérale dans un communiqué. La mise en garde de la FAF intervient à la veille de la fermeture de la période des transferts d’été fixée au jeudi 8 août à minuit. Le CR Belouizdad avait été contraint la saison dernière de déclarer forfait lors de la première journée pour n’avoir pas pu régler ses dettes et donc de qualifier ses nouveaux joueurs, ce

qui a poussé la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) à lui défalquer trois points. Une saison plus tôt, c’est le RC Relizane qui a été interdit de recrutement et sanctionné d’une défalcation de trois points pour n’avoir pas payé quatre de ses anciens joueurs.

Coupe de la CAF

Le CRB à l’assaut de l’AS Coton

Le CR Belouizdad, détenteur de la Coupe d’Algérie 2018-2019, sera opposé ce soir au club tchadien de l’AS Coton, au stade du 5-Juillet (20h00) à l’occasion du tour préliminaire de la coupe de la CAF. Le Chabab, éliminé en 16es de finale (bis) de la Coupe de la Confédération par les Ivoiriens de l’ASEC Mimosas, lors de sa dernière participation en 2018, compte jouer son va-tout jusqu’au bout, d’autant que l’équipe a opté pour la stabilité en reconduisant l’entraîneur Abdelkader Amrani, tout en effectuant un recrutement de qualité, selon les observateurs. Pour rappel, le PAC second représentant algérien en Coupe de la CAF devait affronter hier soir au stade du 5 juillet à Alger la formation guinéenne de l’IC Kamsar, dans ce qui sera le premier match continental de son histoire.

Leicester City

Le prix de cession de Slimani fixé

La direction de Leicester City, a fixé à 10 millions d’euros le prix de la clause libératoire de l’attaquant international algérien Islam Slimani, rapporte mercredi la presse locale. Prêté la saison dernière à Fenerbahçe, Slimani (31 ans) a complètement raté son expérience turque, lui qui a été écarté par le staff technique du club stambouliote depuis février dernier, au même titre que son compatriote et milieu offensif Yassine Benzia. Le meilleur buteur en activité de l’équipe nationale (27 buts) avait atterri chez les "Foxes" en 2016 en provenance du Sporting Lisbonne (Portugal) contre un chèque de 35 millions d’euros. Il n’entre plus dans les plans de l’entraîneur de Leicester, Brendan Rodgers, comme ce fut le cas lors des deux saisons écoulées, même sous les ordres du Français Claude Puel. Sous contrat avec Leicester jusqu’en juin 2021, Slimani est convoité par des clubs qataris, mais il n’y a rien de concret pour le moment.

<p>QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION édité par SARL La Dépêche de Kabylie au capital de 300.000 DA</p> <p>DIRECTEUR DE LA PUBLICATION IDIR BENYOUNES</p>	<p>Siège social : Rue Abane Ramdane cité 60 Lgts Bt A. TIZI-OUZOU CB BNA ROUIBA N° 641-0300-300-149-11</p>	<p>RÉDACTION-ADMINISTRATION MAISON DE LA PRESSE TAHAR-DJAOUT 01, RUE BACHIR ATTAR - ALGER E-MAIL : depeche.tizi@gmail.com Tél. : 021 66.38.05 Fax : 021 66.37.88 PUBLICITÉ Tél : 021 66.38.02</p>	<p>BUREAU DE TIZI OUZOU Rue Abane Ramdane cité 60 Lgts Bt A Rédaction : Tél : (026). 12. 26. 77 Fax : (026). 12. 26. 48 PUBLICITÉ : Tél- Fax- (026). 12. 26. 70</p>	<p>BUREAU DE BGAYET Route des Aurès, bt A Tél. : 034 16.10.45 Fax : 034 16.10. 46</p>	<p>BUREAU DE BOUIRA Gare routière de Bouira Lot n°1 - 2° étage Tél. : 026 73. 02. 86 Fax : 026 73. 02. 85</p>	<p>IMPRESSION SIMPRL DISTRIBUTION D.D.K. PUBLICITÉ ANEP LA DÉPÊCHE DE KABYLIE</p>	<p>LES DOCUMENTS, MANUSCRITS OU AUTRES ET LES LITRES QUI PARVIENNENT AU JOURNAL NE PEUVENT FAIRE L'OBJET D'UNE QUELCONQUE RÉCLAMATION</p>
--	--	---	---	---	---	---	---